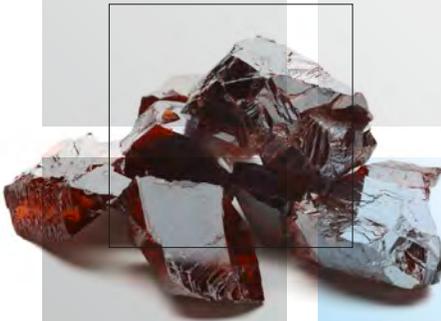




5N PLUS

Rapport
Annuel
2012



notre vision

Croître ensemble, en harmonie avec notre environnement, par l'innovation et l'excellence de nos produits résultant du savoir-faire et de l'engagement de nos employés, pour ainsi devenir le premier producteur de métaux et produits chimiques spéciaux au monde.



message
aux
actionnaires

L'heure est au renouvellement chez 5N Plus en 2013, alors que la société vise à raffermir sa position dans des marchés visiblement en mutation.

Il y a en effet de ces moments dans la vie où la conjoncture exige, sur le plan corporatif ou collectif, de négocier des virages qui sont en quelque sorte des passages obligés menant à des situations moins contraignantes et plus prometteuses pour l'avenir à court, moyen et long terme.

5N Plus inc. n'échappe pas à cette réalité et à ce type de contrainte qui émanent de l'effet combiné d'une foule de phénomènes et de facteurs externes sur lesquels la direction ne pouvait avoir aucune emprise ; qu'il s'agisse de la restructuration dans l'industrie solaire liée à une hausse démesurée des capacités de production, des pressions à la baisse sur les prix des métaux ou encore de la morosité économique mondiale alimentée en partie par les turbulences de l'économie de la zone euro et même d'Asie.

En clair, la somme des changements structurels et des impacts ponctuels a créé pour 5N Plus un environnement d'affaires et de marché dont la lecture a imposé de facto une vision renouvelée du retour anticipé à la croissance. Celle-ci fait appel à des interventions rationnelles et énergiques à tous les niveaux de la société. C'est le gage d'un réel renouvellement avec des conditions de marché et un portrait financier à la hauteur des attentes des actionnaires, et des gestionnaires dirigeants.

Des résultats financiers mitigés

Les affaires de la société ont souffert, dans l'ensemble, de ces mouvements inopinés qui échappent au contrôle de la direction et à toute prévision menant la société à des ventes annualisées plus faibles que l'an dernier et à des pertes pour une deuxième année fiscale consécutive. Du même coup, la société a vu sa valeur boursière tombée sous sa valeur comptable pour la majeure partie de l'année entraînant une réévaluation plus serrée de l'achalandage et son éventuelle complète radiation.



Opérant dans un contexte difficile, la société est tout de même parvenue à préserver ou à accroître ses volumes de ventes et ses parts de marché, tout en améliorant sensiblement sa position de trésorerie. La dette de la société a en effet été réduite de près de 125 millions de dollars grâce à une forte génération de liquidités résultant d'une réduction du fonds de roulement.

Axée sur la croissance

Néanmoins, l'année 2012 aura été aussi ponctuée de beaux accomplissements, à plus d'un chapitre. La société s'est classée au 15^e rang du palmarès des 200 entreprises canadiennes ayant la plus forte croissance publié par le magazine *PROFIT, Your Guide To Business Success*. Ce palmarès prestigieux, qui en est à sa 24^e édition annuelle, classe les entreprises canadiennes ayant la plus forte croissance selon l'évolution de leurs revenus sur cinq ans, les revenus de 5N Plus ayant bondi de 2 459 % au cours des cinq dernières années.

Pour une troisième année d'affilée, 5N Plus, a été choisie entreprise lauréate, dans plusieurs catégories, du fameux programme du Palmarès Technologie **Fast 50™** de Deloitte pour la croissance rapide de ses revenus, en pourcentage, sur une période de 6 ans. La société a aussi été portée au 138^e rang du Palmarès Technologie **Fast 500™** de Deloitte, dans les 500 entreprises ayant la croissance la plus rapide dans les domaines des technologies, des médias et télécommunications, des sciences de la vie et des technologies propres en Amérique du Nord.

La société a aussi effectué des mouvements stratégiques en ouvrant une nouvelle usine de recyclage dans le *Kulim High Technology Park* en Malaisie et en devenant le seul propriétaire de son usine de raffinage de gallium à Shenzhen en Chine et en opérant son usine au Laos pour une première année complète.

Dans l'ensemble, la direction de 5N Plus demeure d'un optimisme prudent, mais, confiante face à l'évolution des conditions de marché dont la performance financière de la société demeure tributaire, au premier chef.

Une année de transition

Chef de file dans la plupart de ses marchés, la société entend profiter d'une conjoncture qui ne peut être que plus favorable, notamment, au niveau des prix des matières premières. Nous comptons également graduellement redéployer une partie de notre capital vers des activités susceptibles de favoriser l'émergence de produits à plus forte valeur ajoutée ainsi que vers le recyclage et nos activités commerciales en Asie. Jumelée à nos efforts visant à améliorer l'efficacité de nos pratiques d'affaires et notre performance opérationnelle, nous estimons cependant n'être en mesure d'en ressentir pleinement les effets qu'à compter de l'an prochain, l'année 2013 en étant une de transition.

Un souci d'efficacité

Dans la foulée de ces mesures de rééquilibrage, 5N Plus compte tout mettre en œuvre afin d'améliorer l'efficacité de ses processus d'affaires. Nous avons notamment convenu de procéder à une réaffectation de nos moyens de production afin de répondre aux exigences des déplacements de marché et de la conjoncture nouvelle dans la demande mondiale pour les métaux purs, les sels et composés chimiques spéciaux qui composent la palette de notre offre de produits.

Ainsi, la société a jugé bon de consolider ses opérations en Amérique du Nord en relocalisant ses activités de production de Fairfield au Wisconsin et en fermant ses installations de Trail, en Colombie-Britannique. La société est également engagée dans un ambitieux programme de réduction des coûts afin d'améliorer sa compétitivité. Ces efforts n'affecteront en rien, par contre, le niveau des ventes de la société et permettront une optimisation du réseau de nos installations de production pour devenir encore plus concurrentielle dans les marchés. Nous comptons également intensifier nos efforts en Asie en s'appuyant sur nos usines existantes en Malaisie, au Laos et en Chine et sur nos efforts visant à s'implanter en Corée.

Certes, cela entraînera, comme dans toute réorganisation, des pertes d'emplois dans certains sites. Mais, c'est dans le respect intégral de nos employés que ces mesures de délestage sont effectuées, conformément aux valeurs de la société basées sur l'engagement, le respect et l'intégrité.

Un retour à la rentabilité

Nous sommes conscients que la turbulence qui a affecté le déroulement de la dernière année peut avoir quelque peu assombri le tableau. Par contre, notre volonté d'agir, joutée à la célérité avec laquelle nous avons dégagé des solutions que nous savons efficaces, ont eu pour effet de rétablir les perspectives d'avenir de façon réaliste. Nous désirons donc vous remercier de votre appui et nous croyons que le meilleur est à venir !



Dennis Wood
Président du conseil d'administration



Jacques L'Ecuyer
Président et chef de la direction

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion sur les résultats opérationnels et la situation financière vise à aider le lecteur à mieux comprendre 5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société »), son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui figurent dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Le « quatrième trimestre de 2012 » et le « quatrième trimestre de 2011 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 31 décembre 2012 et 2011. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 28 mars 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a fait passer la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Par conséquent, l'exercice clos le 31 décembre 2011 se compose de sept mois.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruption des activités, protection de la propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu de la Société et de ses activités

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada). La Société compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage et les coûts correspondants sont déduits des produits.

Faits saillants du quatrième trimestre de 2012 et de l'exercice 2012

- En 2012, la Société a dégagé des flux de trésorerie solides liés à ses activités opérationnelles à 101,8 M\$. La dette nette était de 136,6 M\$ au 31 décembre 2012 comparativement à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, en baisse de 124,0 M\$ pour 2012, dont 4,0 M\$ au quatrième trimestre de 2012. La dette totalisait 148,4 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 341,9 M\$ au 31 décembre 2011, en baisse de 193,5 M\$ pour 2012, dont 1,4 M\$ au quatrième trimestre de 2012.
- Le BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établi à 6,4 M\$, soit une baisse de 10,4 % comparativement au BAIIA ajusté de 7,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Le BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 37,9 M\$, comparativement au BAIIA ajusté de 37,4 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Au quatrième trimestre de 2012, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 204,8 M\$ au titre du goodwill et d'autres actifs non courants en raison de la faiblesse des prix des métaux mineurs qui a duré plus longtemps que prévu et d'une diminution importante de la capitalisation boursière de la Société. Il en a résulté une perte nette de 212,0 M\$ pour le trimestre et une perte nette de 227,8 M\$ pour 2012, comparativement à une perte nette de respectivement 37,2 M\$ et 22,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Compte non tenu des charges de dépréciation et des reprises de perte de valeur, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le résultat s'y rapportant, le résultat net ajusté s'est traduit par une perte de 6,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 2,9 M\$ pour 2012, comparativement à un résultat net ajusté de (0,1) M\$ et de 16,5 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Les produits pour le quatrième trimestre de 2012 ont été de 128,6 M\$, en baisse de 13,9 % par rapport à des produits de 149,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Les produits pour l'exercice 2012 ont atteint 551,7 M\$, ce qui représente une augmentation de 40,8 % par rapport aux produits de 391,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes devant se traduire par des ventes au cours des 12 prochains mois s'élevait à 165,8 M\$, comparativement à 162,3 M\$ au 30 septembre 2012 et à 223,2 M\$ il y a un an.
- Le 6 juin 2012, la Société a émis 6 452 000 unités d'actions pour un produit brut de 20,0 M\$ CA. Le placement a été effectué par voie de prospectus simplifié, déposé auprès des commissions des valeurs mobilières de chaque province du Canada. Dans le cadre d'un placement privé concomitant, la Société a émis et vendu 6 451 613 autres unités à Investissement Québec pour un produit brut de 20,0 M\$ CA.
- Le 15 novembre 2012, la Société a annoncé la mise en activité de sa nouvelle usine de recyclage en Malaisie, à un coût inférieur à celui prévu au budget. Les installations sont situées dans le Kulim High Technology Park, une des zones industrielles les plus prestigieuses de la Malaisie pour les entreprises œuvrant dans le domaine des technologies.
- La Société a modifié sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang, laquelle sera réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. En tout temps, cette facilité pourra être augmentée à 140 M\$ à la demande de la Société en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Malgré le contexte commercial très difficile qui a prévalu tout au long du trimestre et de l'exercice, la Société a réussi à conserver sa part de marché et à générer d'importants flux de trésorerie qui lui ont permis de réduire considérablement sa dette. La Société a aussi franchi un tournant sur les plans commercial, technique et opérationnel, notamment avec l'achèvement de son installation en Malaisie, des percées à sa filiale Sylarus, le transfert des activités de production de Fairfield au Wisconsin, et la progression de sa couverture du marché asiatique.

Rapport de gestion

La faiblesse des prix des produits de base sous-jacents s'est répercutée défavorablement sur les produits opérationnels, le carnet de commandes et la rentabilité de la Société pour le trimestre et l'exercice, de sorte que la Société a dû déprécier la valeur de ses stocks, de ses actifs non courants et de son goodwill, ce dernier étant maintenant entièrement sorti du bilan. L'agitation causée par les préoccupations constantes que suscite la demande provenant des pays européens, le ralentissement de l'économie mondiale et les changements structureaux dans le secteur de l'énergie solaire ont continué à affecter la performance de la Société. Les difficultés liées à l'intégration des activités de MCP, qui s'est soldée par le départ de certains membres de la haute direction de MCP, et le litige subséquent portant sur certains manquements aux déclarations et aux garanties faites ou données par le vendeur au moment de la vente ont également pesé sur la Société.

Sur une note plus positive, la modification de sa facilité de crédit procure à la Société la souplesse financière nécessaire pour 2013 et répond davantage à ses besoins financiers actuels. La Société est dorénavant mieux positionnée et entend procéder au redéploiement graduel de son capital en investissant dans des occasions à valeur ajoutée et le recyclage, et en mettant l'accent sur l'élargissement de ses activités commerciales en Asie. La Société entend également tirer parti de la part de marché dominante qu'elle détient et profiter des prix des produits de base sous-jacents qui, selon elle, seront vraisemblablement plus avantageux au cours du prochain exercice.

Étant donné que 2013 constituera un exercice de transition, la Société a mis en place un programme d'amélioration de l'efficacité qui comprend la fermeture des installations de Trail et le transfert de toutes les activités s'y rattachant et, de façon plus générale, des efforts de réduction des coûts importants à l'échelle du groupe. Par la même occasion, la Société entend également poursuivre son avancée en Asie, en ciblant plus particulièrement la Corée, selon ce qui a déjà été annoncé. Ces mesures, conjuguées au soutien continu des institutions financières de la Société, devraient lui permettre d'être très bien placée pour tirer parti d'occasions de croissance au-delà de l'exercice courant.

La Société demeure donc d'un optimisme prudent et a bon espoir d'être en mesure de relever les défis actuels. 5N Plus tient par ailleurs à souligner la contribution passée des employés qui ont malheureusement été touchés par les mesures de réduction des coûts et le plan d'amélioration de l'efficacité en cours, et à saluer l'engagement et la confiance de l'ensemble du personnel, tandis qu'elle s'efforce de devenir une meilleure entreprise, plus solide, dans un contexte commercial changeant auquel elle doit s'adapter.

Principales données financières annuelles

	31 décembre 2012 (12 mois)	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$	\$
Résultats consolidés			
Produits	551 675	391 712	179 995
BAIIA ¹	(12 729)	2 625	28 723
BAIIA ajusté ¹	37 856	37 415	28 723
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(227 738)	(21 641)	22 928
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(2,91) \$	(0,31) \$	0,45 \$
Résultat net	(227 849)	(22 464)	21 948
Résultat de base par action	(2,91) \$	(0,32) \$	0,45 \$
Résultat dilué par action	(2,91) \$	(0,32) \$	0,44 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	25 393	27 338	26 477
Données de l'état de la situation financière			
Total de l'actif	383 978	782 344	807 557
Dette nette ¹	136 547	260 575	241 210
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	148 470	339 710	363 990

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Principales données financières trimestrielles

	2012				31 décembre 2011		31 mai 2011	
	T4	T3	T2	T1	T2	T1 (4 mois)	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	128 620	120 744	140 076	162 235	149 423	242 289	121 976	20 663
Marge brute ¹	(5 599)	17 898	(10 859)	29 988	(8 674)	42 857	25 001	8 104
Marge brute ajustée ¹	18 918	17 898	15 209	29 988	24 739	44 233	25 001	8 104
BAlIA ¹	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867	(26 278)	28 904	19 995	6 001
BAlIA ajusté ¹	6 395	9 001	5 594	16 867	7 135	30 281	19 995	6 001
Résultat net	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891	(37 397)	14 933	8 174	5 551
Résultat de base par action	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat dilué par action	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972	(37 206)	15 565	8 549	5 526
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$	(0,52) \$	0,22 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat net ajusté ¹	(6 880)	648	(1 911)	5 250	(92)	15 965	14 128	5 551
Résultat net de base ajusté par action ¹	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$	(0,01) \$	0,23 \$	0,24 \$	0,12 \$
Carnet de commandes ¹	165 790	162 323	188 982	215 588	223 177	212 264	263 702	73 154

Produits, marge brute, résultat net et résultat par action

	T4 2012		T4 2011	Période de sept mois close le 31 décembre	
	\$	%	\$	2012	2011
Produits	128 620		149 423	551 675	391 712
Marge brute ¹	(5 599)		(8 674)	31 428	34 182
Marge brute ajustée ¹	18 918		24 739	82 013	68 972
Ratio de la marge brute ajustée ¹	14,7 %		16,6 %	14,9 %	17,6 %
Charge de dépréciation	229 263		45 573	255 331	46 950
Résultat net ajusté	(6 880)		(92)	(2 893)	16 505
Résultat net ajusté de base par action ¹	(0,08) \$		(0,01) \$	(0,04) \$	0,23 \$
Résultat net	(211 953)		(37 397)	(227 849)	(22 464)
Résultat de base par action	(2,70) \$		(0,53) \$	(2,91) \$	(0,32) \$

Produits

Les produits pour le quatrième trimestre de 2012 se sont établis à 128,6 M\$ par rapport à 149,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les produits ont atteint 551,7 M\$, soit une progression de 40,8 % par rapport à 391,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Le recul des ventes au quatrième trimestre de 2012 est principalement attribuable à la baisse des prix des produits de base sous-jacents, et la hausse pour 2012 s'explique essentiellement par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

Charges de dépréciation

La Société a inscrit une charge de dépréciation totale de 229,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 en raison de la dépréciation du goodwill liée à l'acquisition de MCP et d'actifs non courants pour un total de 204,8 M\$ et de la dépréciation des stocks de 24,5 M\$ découlant de la faiblesse des prix des produits de base, principalement le bismuth, le gallium et le sélénium. En 2012, la Société a inscrit une charge de dépréciation totale de 255,3 M\$, incluant une dépréciation des stocks de 50,6 M\$. La charge de dépréciation a été répartie comme suit : 153,6 M\$ pour le secteur Matériaux électroniques et 101,7 M\$ pour le secteur Matériaux écologiques. La fermeture de l'usine de Trail a également entraîné une dépréciation des immobilisations corporelles, pour 11,0 M\$.

	T4 2012		T4 2011	Période de sept mois close le 31 décembre	
	\$		\$	2012	2011
Dépréciation des stocks	24 517		33 413	50 585	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	39 239		11 460	39 239	11 460
Dépréciation des immobilisations incorporelles	40 597		-	40 597	-
Dépréciation du goodwill	124 910		-	124 910	-
Charge de dépréciation	229 263		44 873	255 331	46 250

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Marge brute et marge brute ajustée

Pour le quatrième trimestre de 2012, la marge brute et la marge brute ajustée se sont établies à respectivement (5,6) M\$ et 18,9 M\$, par rapport à respectivement (8,7) M\$ et 24,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le quatrième trimestre de 2012, le ratio de la marge brute ajustée a été de 14,7 % par rapport à 16,6 % pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la marge brute et la marge brute ajustée se sont établies à respectivement 31,4 M\$ et 82,0 M\$, par rapport à respectivement 34,2 M\$ et 69,0 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Pour 2012, le ratio de la marge brute ajustée a été de 14,9 % par rapport à 17,6 % pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique principalement par le fait que la valeur des stocks reflète leur valeur de réalisation réelle du fait de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents.

Résultat net ajusté et résultat net

La perte nette ajustée pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établie à 6,9 M\$, soit 0,08 \$ par action, et à 2,9 M\$, soit 0,04 \$ par action pour 2012. La perte nette ajustée pour le quatrième trimestre de 2011 s'est établie à (0,1) M\$, soit (0,01) \$ par action, contre un profit net ajusté de 16,5 M\$, soit 0,23 \$ par action, respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. La perte nette s'est établie à 212,0 M\$, soit 2,70 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2012 et à 227,8 M\$, soit 2,91 \$ par action, pour 2012, en raison des charges de dépréciation de 255,3 M\$ dont la majeure partie a été comptabilisée au cours du quatrième trimestre de 2012. La perte nette pour le quatrième trimestre de 2011 s'est établie à 37,4 M\$, soit 0,53 \$ par action, et à 22,5 M\$, soit 0,32 \$ par action, pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Ces diminutions du résultat sont essentiellement imputables à la baisse des prix de vente moyens et au fait que la valeur des stocks reflète leur valeur de réalisation réelle du fait de la tendance baissière des prix des produits de base, ainsi qu'aux charges de dépréciation liées à l'acquisition de MCP.

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

	T4 2012	T4 2011	Augmentation (diminution)	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net	(211 953)	(37 397)	467 %	(227 849)	(22 464)	914 %
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 463	2 048	(29) %	8 828	5 487	61 %
Perte (gain) de change et au titre de dérivés	(360)	1 118	(132) %	2 759	(642)	(530) %
Amortissement	5 628	5 463	3 %	21 159	12 797	65 %
Recouvrement d'impôt	(18 578)	(9 670)	92 %	(24 221)	(4 713)	414 %
Frais de restructuration	932	-	-	2 781	-	-
Dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	204 746	12 160	1 584 %	204 746	12 160	1 584 %
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	-	-	-	(932)	-	-
BAIIA¹	(18 122)	(26 278)	(31) %	(12 729)	2 625	(585) %
Dépréciation des stocks	24 517	33 413		50 585	34 790	
BAIIA ajusté¹	6 395	7 135	(10) %	37 856	37 415	1 %

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA pour le quatrième trimestre de 2012 s'est inscrit à (18,1) M\$ et le BAIIA ajusté, à 6,4 M\$. Pour 2012, le BAIIA s'est établi à (12,7) M\$, montant qui s'explique essentiellement par des charges de dépréciation comptabilisées aux deuxième et quatrième trimestres de 2012, et le BAIIA ajusté, à 37,9 M\$. Pour les périodes de trois mois et de sept mois closes le 31 décembre 2011, le BAIIA ajusté s'est établi à respectivement 7,1 M\$ et 37,4 M\$. Le BAIIA ajusté est demeuré relativement stable pour le quatrième trimestre de 2012, mais continue de refléter des prix de vente moyens réduits découlant du fléchissement des prix des produits de base sous-jacents.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles

En 2012, la Société a comptabilisé une reprise partielle des charges de dépréciation d'actifs de 0,9 M\$ subies au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011 relativement à ses immobilisations corporelles situées à DeForest, Wisconsin.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Pour le quatrième trimestre de 2012 et l'exercice 2012, les nouvelles commandes ont atteint respectivement 132,0 M\$, et 494,3 M\$, comparativement à 160,5 M\$ et 351,2 M\$ respectivement pour les périodes de trois mois et de sept mois closes le 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes s'élevait à 165,8 M\$, en baisse de 25,8 % par rapport à 223,2 M\$ au 31 décembre 2011. Les diminutions des nouvelles commandes et du carnet de commandes en 2012 par rapport à 2011 s'expliquent principalement par la diminution des prix de vente moyens prévus en raison de la tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base sous-jacents et du traitement plus conservateur de notre contrat avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire, qui n'est plus assorti de clauses d'achat ferme. Le carnet de commandes a augmenté de 3,5 M\$ par rapport au 30 septembre 2012.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des deux secteurs opérationnels de la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP, qui étaient menées dans ces deux secteurs opérationnels, ont été réparties entre eux. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le secteur opérationnel Matériaux électroniques.

BAIIA et BAIIA ajusté par secteur opérationnel

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	(1 733)	(19 607)	10 909	(333)
Matériaux écologiques	(11 700)	1 773	(8 209)	14 600
Siège social	(4 689)	(8 444)	(15 429)	(11 642)
BAIIA¹	(18 122)	(26 278)	(12 729)	2 625
Dépréciation des stocks	24 517	33 413	50 585	34 790
BAIIA ajusté¹	6 395	7 135	37 856	37 415

Secteur Matériaux électroniques

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	55 254	69 761	232 013	186 015
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(56 987)	(89 368)	(221 110)	(186 348)
BAIIA¹	(1 733)	(19 607)	10 903	(333)
Dépréciation des stocks	8 226	30 658	23 750	30 964
BAIIA ajusté¹	6 493	11 051	34 653	30 631
Nouvelles commandes	59 342	76 073	178 615	179 145

Pour le quatrième trimestre de 2012, les produits du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 20,8 % pour s'établir à 55,2 M\$, comparativement à 69,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les produits ont augmenté de 24,7 % pour s'établir à 232,0 M\$, en hausse par rapport à 186,0 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation pour 2012 est principalement attribuable à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, et le recul pour le quatrième trimestre de 2012 s'explique essentiellement par des prix de vente moyens réduits faisant suite au fléchissement des prix sur le marché des produits de base sous-jacents.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2012, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a reculé pour s'établir à 6,5 M\$, en baisse de 41,2 % par rapport à 11,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Le BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 34,7 M\$, ce qui représente une hausse de 13,1 % par rapport à 30,6 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation pour 2012 est principalement attribuable à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière. La diminution pour le quatrième trimestre de 2012 par rapport au quatrième trimestre de 2011 s'explique principalement par les prix de vente moyens réduits.

Pour le quatrième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont atteint 59,3 M\$, en hausse par rapport à 30,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012. La hausse du carnet de commandes au quatrième trimestre de 2012 était attendue, les contrats annuels étant normalement signés à la fin ou au début des années civiles. Le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élève maintenant à 100,7 M\$, en baisse de 49,3 M\$ par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2011, ce qui s'explique par les prix de vente moyens moins élevés que prévu étant donné la tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base sous-jacents et par la restructuration actuelle du marché de l'énergie solaire.

Secteur Matériaux écologiques

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	73 366	79 663	319 662	205 697
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(85 066)	(77 890)	(327 865)	(191 097)
BAIIA¹	(11 700)	1 773	(8 203)	14 600
Dépréciation des stocks	16 291	2 755	26 835	3 826
BAIIA ajusté¹	4 591	4 528	18 632	18 426
Nouvelles commandes	72 744	84 444	311 584	172 043

Pour le quatrième trimestre de 2012, les produits ont reculé de 6,3 M\$ pour atteindre 73,4 M\$, comparativement à 79,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour l'exercice 2012, les produits ont augmenté de 55,4 % pour s'établir à 319,7 M\$, en hausse par rapport à 205,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Le recul des produits par rapport au trimestre comparable s'explique par une réduction des prix de vente associée au fléchissement des prix des produits de base sous-jacents. L'augmentation pour 2012 s'explique par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

Pour le quatrième trimestre de 2012, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques s'est établi à 4,6 M\$, et est semblable au BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2011, à 4,5 M\$. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2012 a atteint 18,6 M\$, par rapport à 18,4 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

Pour le quatrième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont atteint 72,7 M\$, en hausse par rapport à 64,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012. La hausse des nouvelles commandes au quatrième trimestre de 2012 était attendue, les contrats annuels étant normalement signés à la fin ou au début des années civiles. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élève maintenant à 65,1 M\$, ce qui représente une baisse de 8,1 M\$ par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2011. Cette baisse s'explique principalement par les prix de vente réduits.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges

	T4 2012	T4 2011	Augmentation (diminution)	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	5 628	5 463	3 %	21 159	12 797	65 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration, avant amortissement	12 561	17 446	(28) %	45 742	33 500	37 %
Frais de restructuration	932	-	-	2 781	-	-
Charges financières	1 103	3 169	(65) %	11 587	4 845	139 %
Recouvrement d'impôt	(18 578)	(9 670)	92 %	(24 221)	(4 713)	414 %
	1 646	16 408	(88) %	57 048	46 429	17 %

Amortissement

La dotation aux amortissements pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établie à 5,6 M\$, comparativement à 5,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la dotation aux amortissements s'est établie à 21,2 M\$, comparativement à 12,8 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation de la dotation aux amortissements pour 2012 tient à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, et celle-ci correspond par ailleurs aux montants annualisés pour 2011.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 12,6 M\$ et 45,7 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre de 2012 et l'exercice 2012, comparativement à respectivement 17,4 M\$ et 33,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Entre la période de sept mois close le 31 décembre 2011 et l'exercice 2012, l'augmentation s'explique par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration de 2012 étant d'environ 28 % inférieurs aux montants annualisés pour le quatrième trimestre de 2011 et d'environ 20 % inférieurs aux montants annualisés pour 2011 en raison des efforts de réduction des coûts.

Frais de restructuration

La Société a engagé des frais de restructuration de 0,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 2,8 M\$ pour 2012 à la suite d'un incident survenu dans l'une de ses installations aux États-Unis ainsi que pour des indemnités de fin de contrat de travail.

Charges financières

Les charges financières ont baissé pour s'établir à 1,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 par rapport à 3,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011, grâce à l'endettement moins élevé. Les charges financières pour 2012 ont atteint 11 587 M\$ par rapport à 4,8 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011 en raison de la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

Impôt sur le résultat

Pour le quatrième trimestre de 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt de 18,6 M\$ comparativement à 9,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt de 24,2 M\$, comparativement à 4,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 9,6 % et 17,3 %. La baisse du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la charge de dépréciation du goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Rapport de gestion

Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	4 244	10 349	25 393	27 338
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation	2 685	(9 284)	76 419	(38 253)
Activités opérationnelles	6 929	1 065	101 812	(10 915)
Activités d'investissement	(4 346)	(9 027)	33 637	(12 321)
Activités de financement	(100)	7 791	(154 964)	24 043
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(276)	592	(399)	592
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 207	421	(19 914)	1 399

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 6,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 101,8 M\$ pour 2012, comparativement à respectivement 1,1 M\$ générés par ces activités et (10,9) M\$ affectés à ces activités pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation des flux de trésorerie s'explique essentiellement par une baisse des besoins en fonds de roulement découlant principalement d'une réduction des stocks de 145 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 4,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, tandis que, pour 2012, les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 33,6 M\$, alors que respectivement 9,0 M\$ et 12,3 M\$ avaient été affectés aux activités d'investissement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Au quatrième trimestre de 2012, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement étaient principalement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles, tandis que les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement pour 2012 se rapportaient surtout à des placements temporaires, portés en diminution partielle d'acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et à 155,0 M\$ pour 2012, et correspondent principalement à des remboursements de dettes de 192,2 M\$ en partie contrebalancés par le produit de l'émission d'actions ordinaires et de bons de souscription en juin 2012 pour un montant net de 37,1 M\$. Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, les activités de financement avaient généré 24,0 M\$ de flux de trésorerie, la Société ayant alors refinancé sa facilité de crédit renouvelable.

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Stocks	170 293	315 333
Autres actifs courants	121 144	171 756
Passifs courants	(104 789)	(151 384)
Fonds de roulement ¹	186 648	335 705
Ratio du fonds de roulement ¹	2,78	3,22

Le fonds de roulement a diminué pour s'établir à 186,6 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 335,7 M\$ au 31 décembre 2011, compte tenu d'une baisse de 145,0 M\$ des niveaux de stocks et de 69,4 M\$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, qui a été en partie contrebalancée par une réduction de 65,4 M\$ de la dette bancaire et de la dette à court terme.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme	8 014	73 430
Dettes à long terme, y compris la partie courante	140 425	268 476
Total de la dette	148 439	341 906
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(11 892)	(81 331)
Dettes nettes¹	136 547	260 575

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 124,0 M\$ qui s'explique par la trésorerie importante générée par les activités opérationnelles, qui a essentiellement servi à rembourser la dette.

Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	4 243	10 349	25 393	27 338
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 926)	(5 668)	(15 888)	(10 785)
Variation du fonds de roulement	2 686	(9 284)	76 419	(38 253)
Émission d'actions ordinaires	-	134	38 636	346
Autres	678	(3 766)	(532)	1 989
	(562)	(18 584)	98 635	(46 703)
Variation totale de la dette nette¹	3 681	(8 235)	124 028	(19 365)
Dettes nettes ¹ au début de la période	(140 228)	(252 340)	(260 575)	(241 210)
Dettes nettes¹ à la fin de la période	(136 547)	(260 575)	(136 547)	(260 575)

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 4,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, contre 10,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les fonds provenant de l'exploitation se sont fixés à 25,4 M\$, comparativement à 27,3 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 3,6. Les fonds provenant de l'exploitation générés au cours de la même période ont représenté 18,6 % de la dette nette de la Société.

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	5,34	9,13	3,6	4,0
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%)	12,4	15,9	18,6	18,0

Capital-actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration.

Actions émises et entièrement payées	Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions ordinaires				
Actions en circulation	83 908 269	343 272	70 961 125	305 928

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Au 28 mars 2013, un total de 83 908 269 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2012 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options sur actions et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération à base d'actions s'établissent comme suit :

	2012		Période de sept mois close le 31 décembre 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Attribuées	325 840	2,22	275 249	8,60
Annulées	(240 072)	5,60	(47 565)	5,40
Exercées	(43 531)	3,36	(68 498)	3,17
En circulation à la fin de la période	1 585 448	4,67	1 543 211	5,28
Exercables à la fin de la période	1 024 656	4,94	908 657	4,28

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 24 et 26 des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2012 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme	8 014	8 531	-	-	-	8 531
Dettes fournisseurs et charges à payer	62 214	62 214	-	-	-	62 214
Instruments financiers dérivés	6 354	2 817	3 537	-	-	6 354
Dettes à long terme	140 425	31 236	116 552	421	21	148 230
Contrats de location	4 760	2 148	1 415	597	600	4 760
Total	221 767	106 946	121 504	1 018	621	230 089

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 28 mars 2013, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés, à l'exception des poursuites judiciaires et des questions connexes qui sont décrites à la rubrique « Risques et incertitudes » figurant à la page 20 du présent rapport de gestion.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent

Rapport de gestion

compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2012 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2012. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Rapport de gestion

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers. La valeur nette de réalisation des stocks détenus pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et de la pertinence continue des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement important des soldes d'actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

Normes comptables futures

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés de 2012. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit :

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement, de l'évaluation et de la comptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IFRS 9 a été publiée en novembre 2009 et en octobre 2010. Elle remplace les parties de l'IAS 39

Rapport de gestion

qui ont trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers. L'IFRS 9 exige que les actifs financiers soient classés selon deux classes d'évaluation : ceux qui sont évalués à la juste valeur et ceux qui sont évalués au coût amorti. Le classement doit être déterminé au moment de la comptabilisation initiale. Il dépend du modèle économique de l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Pour les passifs financiers, la norme conserve la majeure partie des exigences de l'IAS 39. Selon la principale modification, lorsque l'option de la juste valeur est appliquée aux passifs financiers, la portion d'une variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre à l'entité doit être comptabilisée dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le compte de résultat consolidé, sauf s'il en résulte une non-concordance comptable. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 9 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2015. La Société évaluera aussi l'incidence des phases restantes du projet sur l'IFRS 9 lorsque l'IASB les aura terminées.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 10 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 12 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, vise à accroître l'uniformité et à réduire la complexité en donnant une définition précise de la juste valeur et en intégrant, en une même source, les exigences concernant l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet, applicables pour toutes les IFRS. Ces exigences, qui sont essentiellement alignées sur celles des PCGR des États-Unis, ne préconisent pas une plus grande utilisation de la méthode de comptabilisation à la juste valeur, mais fournissent des directives sur la manière de la calculer lorsque son utilisation est déjà exigée ou permise par d'autres normes aux termes des IFRS.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société devra comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif (au passif) net au titre des prestations définies. La Société doit encore évaluer toute la portée de ces modifications.

Modification à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, relativement aux autres éléments du résultat global. La norme a été modifiée essentiellement pour exiger que les entités regroupent les éléments présentés dans les « autres éléments du résultat global » en fonction du fait qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net (ajustements de reclassement). La modification ne porte pas sur la nature des éléments à présenter dans les autres éléments du résultat global.

Aucune autre norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 25 et 28 des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires, les créances, la dette bancaire et la dette à court terme, ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Rapport de gestion

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Catégorie d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

Passif	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Swap de taux d'intérêt	3 870	2 326
Contrats de change à terme	1 080	517
Options	239	2 873
Bons de souscription	1 165	-
Total	6 354	5 716

Risques de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable.

Au 31 décembre 2012, la Société était partie à un swap de taux d'intérêt visant à couvrir une partie du risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable. Le contrat de swap, d'une valeur nominale de 100 M\$, est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt LIBOR à 1,82 %. La Société a reçu 1,7 M\$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011, soit la juste valeur de l'instrument au moment où elle en est devenue partie. Le contrat avait une juste valeur de (3,9) M\$ au 31 décembre 2012 et a été comptabilisé dans les passifs financiers dérivés dans l'état de la situation financière consolidé.

Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de nos charges opérationnelles sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée. La Société gère le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

La Société avait les expositions suivantes au risque de change au 31 décembre 2012 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101	2 771	85	3 913	11
Placements temporaires (affectés)	-	2 357	-	-	-
Créances	444	12 574	2 203	3 893	-
Dette bancaire et dette à court terme	-	-	-	(8 014)	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 568)	(11 379)	(870)	(4 733)	(232)
Dette à long terme	(1 052)	(65 928)	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(3 075)	(59 605)	1 418	(4 941)	(221)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2012 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(31)	(596)	14	(49)	(2)
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	31	596	(14)	49	2

Options

La Société a vendu à une institution financière des options qui confèrent à cette dernière le droit de vendre des euros à la Société à des dates préétablies. Les options ont une valeur nominale de 21,5 € à un taux de change euro/\$ US de 1,3283 et sont échues en janvier 2013 sans renouvellement. La juste valeur était de (0,2) M\$ au 31 décembre 2012.

Rapport de gestion

La valeur marchande de ces instruments financiers dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité des marchés étrangers, la durée restante des instruments et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

Bons de souscription

En juin 2012, la Société a émis 12 903 613 unités au prix unitaire de 3,10 \$ CA. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'une action ordinaire. La Société a émis 6 451 807 bons de souscription, qui sont comptabilisés dans les passifs financiers dérivés à la juste valeur en fonction du marché boursier. La juste valeur était de (1,2) M\$ au 31 décembre 2012 et de néant au 31 décembre 2011. La juste valeur dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité du marché et des taux de change, les fluctuations des taux d'intérêt, l'activité de la Société sur le marché et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion de risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses de respectivement 168 \$ et 482 \$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration aux comptes de résultat consolidés, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels il a été constitué au cours de périodes antérieures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains des avantages anticipés pourraient ne pas se matérialiser, ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des

Rapport de gestion

activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

Dette supplémentaire

Nous avons pris en charge la dette de MCP à la réalisation de l'acquisition. La dette supplémentaire a augmenté l'intérêt que nous devons payer de temps à autre jusqu'à ce que ces sommes soient remboursées. En outre, nous sommes tenus de payer aux actionnaires vendeurs les sommes indiquées dans les billets à ordre ainsi qu'une retenue en trésorerie, décrites dans la rubrique « La convention d'acquisition et les conventions connexes » du prospectus simplifié daté du 1^{er} avril 2011. Bien que nous ayons conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 200 M\$, nous pourrions avoir besoin de trouver des sources supplémentaires de financement pour rembourser la dette indiquée précédemment à échéance. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'obtenir du financement selon des modalités que nous jugeons acceptables ni même que nous pourrions tout simplement en trouver au moment voulu.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités opérationnelles ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. L'installation acquise de MCP à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit par la Société.

Poursuites judiciaires

Le 6 novembre 2012, Florinvest S.A., Heresford Ltd., Metals Corp. S.C.R.L. et S.R.I.W. S.A. (les « vendeurs »), anciens actionnaires de MCP, ont déposé une demande d'arbitrage (l'« arbitrage ») contre la Société, affirmant qu'elle avait mal interprété les modalités de la convention d'acquisition intervenue entre les vendeurs et la Société le 26 février 2011 en ce qui a trait au mode de calcul des intérêts dus sur les montants payables après la clôture. La Société conteste la position prise par les vendeurs en ce qui a trait au mode de calcul de l'intérêt.

En plus de la réponse à la demande d'arbitrage, la Société a également déposé une demande reconventionnelle dans le cadre de l'arbitrage, puisqu'elle a découvert que les vendeurs n'avaient pas respecté les modalités de la convention d'acquisition et de certaines autres ententes connexes, notamment des manquements aux déclarations et aux garanties faites ou données par les vendeurs et des manquements aux conditions de clôture. La Société et MCP ont également

Rapport de gestion

intente un procès aux anciens administrateurs de MCP les tenant personnellement responsables de tous les dommages causés par des fautes ou des actes malhonnêtes commis en qualité d'administrateurs de MCP ou à tout autre titre. Le montant total des dommages subis par la Société à ce jour est évalué à titre provisoire à un montant estimatif significativement plus élevé que le solde des sommes alléguées exigibles aux termes des modalités de la convention d'acquisition et des autres documents connexes. La Société entend être indemnisée en totalité par les vendeurs et les anciens administrateurs de MCP, à l'égard de tout dommage excédant le solde des sommes exigibles aux termes des modalités de la convention d'acquisition et des autres documents connexes.

La Société est persuadée que ses réclamations contre les vendeurs et éventuellement les anciens administrateurs de MCP sont fondées; cependant, il n'y a aucune garantie quant au dénouement d'un tel litige.

De temps à autre, la Société est menacée de poursuites judiciaires ou peut faire l'objet d'actions en justice dans le cadre ordinaire de ses activités. Une poursuite pourrait nécessiter beaucoup d'attention de la part de la direction, exiger des ressources financières pour contester la réclamation ou entraîner des honoraires juridiques considérables et des dommages-intérêts pour lesquels la Société peut ne pas être entièrement assurée et qui pourraient porter préjudice à sa réputation. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait nuire considérablement aux activités de la Société, à sa situation financière et à ses résultats opérationnels.

Risque lié à la concurrence

Nous sommes le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques, et aucun de nos concurrents, qui sont peu nombreux, n'est entièrement intégré comme nous le sommes ou n'offre une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus d'affineurs de métaux dans ce secteur et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages concurrentiels, une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges opérationnelles si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Risque lié au prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats opérationnels et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats de vente.

Rapport de gestion

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Les actions de la Société sont cotées et, par conséquent, la Société est tenue à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Les coûts directs et indirects associés au fait d'être une société cotée ont monté en flèche au cours des dernières années, et les initiatives réglementaires à l'étude pourraient accroître davantage les coûts inhérents à une société cotée au Canada. Ces coûts pourraient nuire à la situation financière de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur

Rapport de gestion

des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les frais financiers (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les frais de restructuration et les frais connexes à l'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des charges de dépréciation et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés audités de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La marge brute ajustée est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes et de la dépréciation des stocks. Le ratio de la marge brute ajustée est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute ajustée et le ratio de la marge brute ajustée pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de la Société. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

Rapport de gestion

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Événement postérieur à la date de clôture

En mars 2013, la Société a conclu une modification de sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang aux termes de laquelle cette dernière sera réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du taux d'endettement de la Société (ratio dette BAIIA), et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,5 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

5N PLUS INC.
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2012 ET LA PÉRIODE DE SEPT MOIS CLOSE LE
31 DÉCEMBRE 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains.)

Rapport de la direction

Aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément Normes internationales d'information financière et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux Normes internationales d'information financière. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes de la Compagnie ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examinent les états financiers consolidés et recommandent leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l. /s.e.n.c.r.l.

Le président et chef de la direction,

Le chef de la direction financière,

SIGNÉ

Jacques L'Ecuyer

SIGNÉ

David Langlois, CA

Montréal, Canada

Le 28 mars 2013



Le 28 mars 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
5N Plus Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de 5N Plus Inc., qui comprennent les états de la situation financière consolidés au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les tableaux des flux de trésorerie consolidés et les états des variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.,
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 205 5675, www.pwc.com/ca/fr



Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'année close le 31 décembre 2012 et pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Pricewaterhousecoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116853

5N PLUS INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains.)

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 535	29 449
Placements temporaires (affectés)	2 357	51 882
Créances (note 5)	87 807	76 641
Stocks (note 6)	170 293	315 333
Actif d'impôt exigible	18 931	11 022
Autres actifs courants	2 514	2 762
Total de l'actif courant	291 437	487 089
Immobilisations corporelles (note 7)	55 548	86 483
Immobilisations incorporelles (note 8)	16 010	68 148
Actif d'impôt différé (note 16)	11 232	2 706
Goodwill (note 9)	-	124 910
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 10)	503	1 513
Autres actifs (note 11)	9 248	11 495
Total de l'actif non courant	92 541	295 255
Total de l'actif	383 978	782 344
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif courant		
Dettes bancaires et dettes à court terme (note 13)	8 014	73 430
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 12)	62 214	59 029
Passif d'impôt exigible	2 217	354
Passifs financiers dérivés (note 17)	2 817	3 814
Partie courante de la dette à long terme (note 13)	29 527	14 757
Total du passif courant	104 789	151 384
Dettes à long terme (note 13)	110 898	253 719
Passif d'impôt différé (note 16)	2 632	19 143
Obligation au titre des prestations de retraite (note 14)	12 092	12 315
Passifs financiers dérivés (note 17)	3 537	1 902
Autres passifs (note 15)	1 560	4 171
Total du passif non courant	130 719	291 250
Total du passif	235 508	442 634
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	148 112	339 241
Participation ne donnant pas le contrôle	358	469
Total des capitaux propres	148 470	339 710
Total du passif et des capitaux propres	383 978	782 344

Engagements et éventualités (note 24)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf les informations par action.)

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Produits	551 675	391 712
Coût des ventes (note 28)	520 247	357 530
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration (note 28)	45 742	33 500
Autres charges, montant net (note 28)	225 836	23 443
Quote-part du résultat net des coentreprises	333	(429)
	792 158	414 044
Résultat opérationnel	(240 483)	(22 332)
Charges financières		
Intérêts sur la dette à long terme	8 012	5 179
Autres charges d'intérêts	816	308
Pertes (gains) de change et au titre de dérivés	2 759	(642)
	11 587	4 845
Résultat avant impôt sur le résultat	(252 070)	(27 177)
Recouvrement d'impôt (note 16)	(24 221)	(4 713)
Résultat net pour la période	(227 849)	(22 464)
Attribuable :		
Aux actionnaires de 5N Plus inc.	(227 738)	(21 641)
À la participation ne donnant pas le contrôle	(111)	(823)
	(227 849)	(22 464)
Résultat par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc. (note 22)	(2,91)	(0,31)
Résultat de base par action	(2,91)	(0,32)
Résultat dilué par action	(2,91)	(0,32)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains.)

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Résultat net pour la période	(227 849)	(22 464)
Autres éléments du résultat global		
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat de 406 \$ (188 \$ pour 2011)	(1 102)	(474)
Annulation de la désignation de couvertures de flux de trésorerie (après impôt sur le résultat de (312) \$) pour 2012	848	-
Écart de change	215	246
Résultat global pour la période	(227 888)	(22 692)
Attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(227 777)	(21 869)
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(111)	(823)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains.)

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Résultat net pour la période	(227 849)	(22 464)
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	21 159	12 797
Amortissements d'autres actifs	1 040	485
Charge de rémunération à base d'actions	563	443
Impôt sur le résultat différé	(25 037)	(1 357)
Quote-part du résultat net des coentreprises	333	(429)
Dépréciation des stocks (note 6)	50 585	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles (note 7)	39 239	11 460
Dépréciation des immobilisations incorporelles (note 8)	40 597	700
Dépréciation du goodwill (note 9)	124 910	-
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles (note 7)	(932)	-
Perte (gain) latent(e) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture	(1 338)	1 946
Perte (gain) de change latent(e) sur des actifs et des passifs	2 123	(11 033)
Fonds provenant de l'exploitation avant ce qui suit	25 393	27 338
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation (note 20)	76 419	(38 253)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	101 812	(10 915)
Activités d'investissement		
Acquisition d'une participation de 40 % dans une filiale (note 4)	-	(1 007)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(15 541)	(9 964)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(347)	(821)
Placements temporaires (affectés)	49 525	(529)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	33 637	(12 321)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(126 826)	(53 736)
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	-	185 426
Diminution nette de la dette bancaire et de la dette à court terme	(65 416)	(101 273)
Émission d'actions ordinaires et de bons de souscription (note 18)	38 636	346
Frais d'émission d'actions	(1 621)	(162)
Instruments financiers	263	2 653
Autres	-	(9 211)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(154 964)	24 043
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(399)	592
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(19 914)	1 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	29 449	28 050
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	9 535	29 449
Informations supplémentaires^{a)}		
Impôt sur le résultat payé	7 520	9 937
Intérêts payés	8 434	6 786

^{a)} Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions.)

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012		Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Capital-actions				
Solde au début de la période	70 961 125	305 928	70 892 627	305 464
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options sur actions	43 531	225	68 498	464
Actions ordinaires émises contre trésorerie (note 18)	12 903 613	37 119	-	-
Solde à la fin de la période	83 908 269	343 272	70 961 125	305 928
Surplus d'apport				
Solde au début de la période		2 691		2 366
Charge de rémunération à base d'actions		563		443
Exercice d'options sur actions		(74)		(118)
Solde à la fin de la période		3 180		2 691
Résultats non distribués (déficit)				
Solde au début de la période		30 850		54 868
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc. pour la période		(227 738)		(21 641)
Acquisition d'une participation de 40 % dans une filiale (note 4)		-		(2 251)
Frais d'émission d'actions (après impôt sur le résultat de 436 \$ (36 \$ pour 2011)) (note 18)		(1 185)		(126)
Solde à la fin de la période		(198 073)		30 850
Cumul des autres éléments du résultat global				
Solde au début de la période		(228)		-
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt sur le résultat de 406 \$ (188 \$ pour 2011))		(1 102)		(474)
Annulation de la désignation de couvertures de flux de trésorerie (après impôt sur le résultat de (312) \$) pour 2012	-	848	-	-
Écart de change		215		246
Solde à la fin de la période		(267)		(228)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la fin de la période		148 112		339 241
Participation ne donnant pas le contrôle				
Solde au début de la période		469		1 292
Quote-part du résultat net		(111)		(823)
Solde à la fin de la période		358		469
Capitaux propres		148 470		339 710

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 1 – INFORMATION GÉNÉRALE

Description des activités

5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société ») est une société internationale établie au Canada. 5N Plus est un producteur de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé au 4385, rue Garand, à Saint-Laurent (Québec) H4R 2B4. La Société compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX »). Dans les présents états financiers consolidés, la « Société » s'entend de 5N Plus et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et au titre de dérivés et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés » (note 19). Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ces métaux sont vendus sous la forme d'éléments, d'alliages, de produits chimiques et de composés.

Le secteur Matériaux écologiques est principalement associé au bismuth. Ce secteur est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et la vente de bismuth affiné et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium affiné et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné.

Les activités de la Société ne sont pas assujetties à des facteurs saisonniers.

En 2011, la Société a modifié la date de clôture de son exercice, la faisant passer du 31 mai au 31 décembre. Les présents états financiers consolidés portent sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, et les chiffres comparatifs, sur la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 28 mars 2013, la publication des présents états financiers consolidés.

NOTE 2 – RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés.

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés sont présentés à la note 2.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

Méthode de consolidation

a) Filiales

Toutes les filiales sont des entités pour lesquelles la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, cette dernière y détenant habituellement une participation conférant la majorité des droits de vote. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération au moment d'apprécier si la Société a le contrôle d'une autre entité. La Société évalue aussi si elle exerce un contrôle lorsqu'elle ne détient pas plus de 50 % des droits de vote, mais qu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles par l'intermédiaire d'un contrôle de fait.

Il peut y avoir contrôle de fait notamment lorsque le nombre de droits de vote que la Société détient par rapport au nombre de droits détenus respectivement par les autres détenteurs de droits de vote et à leur dispersion confère à la Société le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle elles ne sont plus contrôlées par la Société.

La Société comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie versée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs repris auprès des anciens propriétaires de l'entreprise acquise et des titres de capitaux propres émis par la Société. La contrepartie versée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. La Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise au cas par cas, soit à sa juste valeur, soit selon la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans la valeur comptable de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les frais connexes aux acquisitions sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'acquéreur réévalue la valeur comptable de sa participation déjà détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise l'éventuel profit ou perte en résultat net.

Toute contrepartie éventuelle à verser par la Société est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui est réputée être un actif ou un passif sont comptabilisées conformément à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, soit en résultat net, soit à titre de variation des autres éléments du résultat global. La contrepartie éventuelle classée en capitaux propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

La valeur comptable initiale du goodwill correspond à l'excédent du total de la contrepartie versée et de la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle sur le montant net des actifs acquis et des passifs repris identifiables. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net acquis de la filiale, la différence est comptabilisée en résultat net.

Les transactions et soldes intragroupe, notamment les produits et charges liés à des transactions effectuées entre différentes sociétés du groupe, sont éliminés. Les profits et pertes découlant de transactions intragroupe qui sont comptabilisés dans les actifs sont aussi éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

b) Entreprises associées

Toutes les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans exercer de contrôle, cette dernière y détenant habituellement une participation conférant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût, la valeur comptable étant par la suite augmentée ou diminuée pour refléter la quote-part de la Société dans le résultat net de l'entreprise associée après la date d'acquisition. La participation de la Société dans des entreprises associées comprend le goodwill identifié au moment de l'acquisition.

Si la participation de la Société dans une entreprise associée est réduite, mais que celle-ci continue d'exercer une influence notable, seule une part proportionnelle des montants comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global est reclassée en résultat net, s'il y a lieu.

La quote-part de la Société dans le résultat net post-acquisition est comptabilisée au compte de résultat consolidé, et sa quote-part dans les variations des autres éléments du résultat global post-acquisition est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, la valeur comptable de la participation faisant l'objet d'un ajustement correspondant. Lorsque la quote-part de la Société dans les pertes d'une entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, y compris toutes créances non garanties, la Société ne comptabilise pas les pertes supplémentaires, sauf si elle s'y est engagée légalement ou implicitement ou si elle a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

La Société détermine à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de dépréciation de sa participation dans l'entreprise associée. Le cas échéant, la Société calcule le montant de la dépréciation, soit la différence entre la valeur recouvrable de l'entreprise associée et sa valeur comptable, et comptabilise le montant dans un poste adjacent à la quote-part du résultat net de l'entreprise associée au compte de résultat consolidé.

Les profits et les pertes découlant de transactions d'amont et d'aval entre la Société et son entreprise associée ne sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société qu'à concurrence des intérêts des investisseurs non liés dans cette entreprise associée. Les pertes latentes sont éliminées à moins que la transaction n'indique une dépréciation de l'actif transféré. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

Les profits et pertes sur dilution liés aux participations dans des entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat consolidé.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société est le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

b) Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur aux dates des transactions ou aux dates d'évaluation lorsque les éléments sont réévalués. Les gains et pertes de change découlant du règlement de ces transactions et de la conversion au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés au compte de résultat consolidé, sauf lorsqu'ils sont différés dans les autres éléments du résultat global à titre de couvertures admissibles de flux des trésorerie et de couvertures admissibles d'un investissement net. Les gains et pertes de change sont présentés dans les pertes (gains) de change et au titre de dérivés au compte de résultat consolidé.

Les variations de la juste valeur des titres monétaires libellés en monnaie étrangère classés comme étant disponibles à la vente sont attribuables aux écarts de change découlant des changements du coût amorti du titre et aux autres changements de sa valeur comptable. Les écarts de change résultant des changements du coût amorti sont comptabilisés en résultat net, et les autres changements de la valeur comptable sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les écarts de change liés à des actifs et passifs financiers non monétaires, comme les actions détenues à la juste valeur par le biais du résultat net, sont comptabilisés en résultat net. Les écarts de change liés à des actifs financiers non monétaires, comme les actions classées comme étant disponibles à la vente, sont inclus dans les autres éléments du résultat global.

c) Sociétés du groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du groupe (aucune n'utilisant la monnaie d'une économie hyperinflationniste) qui ont une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis en la monnaie de présentation de la façon suivante :

- i) les actifs et les passifs de chaque état de la situation financière présenté sont convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces états de la situation financière;
- ii) les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis au cours de change moyen (sauf si le cours moyen n'est pas une approximation raisonnable de l'effet cumulatif des cours en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux cours en vigueur aux dates des transactions);
- iii) tous les écarts de change en résultant sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Le goodwill et les ajustements de la juste valeur découlant de l'acquisition d'un établissement à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de cet établissement à l'étranger et convertis au cours de clôture. Les écarts de change en découlant sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Information sectorielle

Pour identifier ses secteurs opérationnels, la direction suit généralement les gammes de services de la Société, qui représentent les principaux produits fournis par la Société. La Société exerce ses activités dans deux secteurs principaux : les Matériaux électroniques et les Matériaux écologiques. Des informations opérationnelles et financières distinctes sont disponibles pour ces secteurs et servent à déterminer la performance opérationnelle de chacun des secteurs ainsi qu'à affecter les ressources.

Le secteur Matériaux électroniques est associé à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), de l'imagerie médicale, des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence et des produits thermoélectriques.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. Toutes les opérations entre le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services. Ils sont évalués à la juste valeur de la vente des produits manufacturés, déduction faite des ventes intragroupe, de la taxe sur la valeur ajoutée et du montant estimatif des retours et des rabais accordés aux clients au moment de la comptabilisation. Les estimations de la juste valeur reposent sur l'expérience passée de la Société avec chaque client et sur les modalités propres à chaque contrat.

Les produits tirés de la vente de produits manufacturés et des activités d'affinage en sous-traitance sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur (ce qui a généralement lieu à l'expédition) et que le recouvrement des créances connexes est raisonnablement assuré. Les produits sont comptabilisés : i) lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable; ii) lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité; et iii) lorsque les coûts engagés ou à engager peuvent être mesurés de façon fiable.

La direction s'appuie sur ses meilleures estimations pour comptabiliser les produits lorsque leur montant n'est pas encore déterminé et que les critères ci-dessus sont réunis.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimative selon la méthode linéaire comme suit : bâtiments – 25 ans, matériel de production – 10 ans; mobilier, équipement de bureau et matériel roulant – de 3 à 10 ans, aménagements des locaux loués – sur la durée du contrat de location. Comme il n'est pas possible d'établir de durée d'utilité déterminée pour les terrains, leur valeur comptable n'est pas amortie. Conformément à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, les composants importants ayant des durées d'utilité différentes de celle de l'actif initial acheté ou construit sont identifiés et amortis au moyen d'une durée d'utilité représentative. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Les coûts des révisions majeures et des remplacements sont incorporés au coût de l'actif à l'état de la situation financière consolidée à titre de composante distincte et la pièce remplacée ou la révision précédente est sortie.

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Si la valeur comptable des immobilisations corporelles est supérieure à leur valeur recouvrable, celle-ci est ramenée à leur valeur recouvrable en comptabilisant la perte de valeur dans les comptes de résultat consolidés (voir la rubrique sur la réduction de valeur ci-après). Les profits et les pertes découlant de la sortie d'immobilisations corporelles correspondent à la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable des actifs et sont comptabilisés dans le montant net des autres charges des comptes de résultat consolidés.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Contrats de location

Les contrats de location sont classés dans les contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué est transférée à la Société. Au début de la période de location, la Société comptabilise l'actif loué à sa juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location, et elle inscrit un montant correspondant à titre d'obligation liée à un contrat de location-financement. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de l'obligation liée au contrat de location-financement afin que la proportion de l'encours de la dette demeure constante. La charge financière est comptabilisée en résultat net sur la durée du contrat de location.

Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Goodwill et immobilisations incorporelles

Le goodwill représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année ou chaque fois que les faits ou circonstances indiquent que la valeur comptable peut excéder sa valeur recouvrable.

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont amorties de façon linéaire sur les périodes indiquées ci-dessous.

	Périodes
Relations clients	10 ans
Technologie	5 ans
Nom commercial et ententes de non-concurrence	2 à 5 ans
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans

Dépréciation des actifs non financiers

Dépréciation du goodwill

Aux fins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés suivant le plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes. Certains actifs sont donc testés individuellement et d'autres au niveau des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Pour les tests de dépréciation, le goodwill est attribué aux UGT ou aux groupes d'UGT en fonction du niveau auquel il fait l'objet d'un suivi par la direction, niveau qui n'est pas plus haut que celui d'un secteur opérationnel. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est attribué aux UGT, ou aux groupes d'UGT, qui sont susceptibles de profiter des synergies du regroupement.

Les actifs et les charges du siège social ne sont pas attribués aux UGT ou aux groupes d'UGT. S'il existe un indice montrant qu'un actif commun a pu se déprécier, la valeur recouvrable est établie pour l'UGT à laquelle appartient l'actif commun du siège social. Les UGT auxquelles un goodwill a été attribué sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que les unités ont pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de l'unité, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT correspond à sa valeur d'utilité, ou à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente si celle-ci est plus élevée. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque UGT et détermine un taux d'actualisation acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont liées directement au plus récent budget approuvé de la Société et ajustées au besoin pour exclure les effets des réorganisations futures et des améliorations d'actifs. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et rendent compte de leurs profils de risque respectifs, selon l'appréciation de la direction. Les pertes de valeur relatives à une UGT sont réparties proportionnellement, d'abord en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis en réduction des autres actifs de l'unité. Les pertes de valeur se rapportant au goodwill ne peuvent faire l'objet de reprises.

Dépréciation d'autres actifs non financiers

Les actifs non financiers à durée déterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs non financiers qui ne sont pas amortis sont également soumis à un test de dépréciation annuel. Les pertes de valeur, s'il y a lieu, sont comptabilisées pour un montant correspondant à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Aux fins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés suivant le plus petit regroupement d'actifs qui génère des flux de trésorerie qui sont séparément identifiables (UGT). La Société évalue la possibilité que des pertes de valeur, autres que celles liées à la dépréciation du goodwill, puissent être reprises lorsque des événements ou des changements de circonstances motivent une telle évaluation.

Actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente et que la vente est hautement probable. Ils sont présentés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Actifs financiers

Classement

La Société classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances et disponibles à la vente. Le classement des actifs financiers dépend de la raison pour laquelle ils ont été acquis. La direction détermine le classement de ses actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale.

a) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu à court terme. Les dérivés sont aussi classés comme détenus à des fins de transaction à moins qu'ils ne soient désignés comme couvertures. Les actifs de cette catégorie sont classés comme des actifs courants si leur règlement est attendu dans les 12 mois; autrement, ils sont classés dans les actifs non courants.

b) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, à l'exception de ceux qui viennent à échéance plus de 12 mois après la clôture de la période de présentation de l'information financière. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants. Les prêts et créances de la Société se composent des créances clients et autres créances, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des placements temporaires (affectés) aux états de la situation financière consolidés.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

c) Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont classés dans aucune autre catégorie. Ils sont inclus dans les actifs non courants à moins que le placement vienne à échéance ou que la direction ait l'intention de le vendre dans les 12 mois suivant la fin de la période de présentation de l'information financière.

Comptabilisation et évaluation

Les achats ou les ventes d'actifs financiers dans le cours normal de l'activité sont comptabilisés à la date de transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre l'actif. Les placements sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des frais de transaction pour tous les actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont initialement comptabilisés à la juste valeur, et les frais de transaction sont passés en charges aux comptes de résultat consolidés. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux placements sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les actifs financiers disponibles à la vente et les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont ensuite comptabilisés à la juste valeur. Les prêts et créances sont ensuite comptabilisés au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les gains ou les pertes découlant des variations de la juste valeur de la catégorie « actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » sont présentés aux comptes de résultat consolidés dans les pertes (gains) de change et au titre de dérivés au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Dépréciation des actifs financiers

Actifs comptabilisés au coût amorti

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié et des pertes de valeur sont subies seulement s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un « événement générateur de pertes ») et que cet (ou ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ou ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, qui peut être estimé de façon fiable.

Sont considérés comme des indications de dépréciation les événements suivants : les difficultés financières importantes du débiteur ou d'un groupe de débiteurs; un défaut de paiement du principal ou des intérêts; la probabilité d'une faillite ou autre restructuration financière; et des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés, tels que des variations des arrérages ou une situation économique corrélée avec les défaillances.

Pour la catégorie des prêts et créances, le montant de la perte correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés (compte non tenu des pertes sur créances futures qui n'ont pas été subies), actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif est diminuée et le montant de la perte est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés. Si un prêt est assorti d'un taux d'intérêt variable, le taux d'actualisation à utiliser pour évaluer une éventuelle perte de valeur correspond au taux d'intérêt effectif actuel déterminé selon le contrat. Faute de mieux en pratique, la Société peut évaluer la dépréciation sur la base de la juste valeur d'un instrument en utilisant un prix de marché observable.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Si le montant de la perte de valeur diminue au cours d'une période ultérieure, et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple à une amélioration de la notation de crédit du débiteur), la perte de valeur comptabilisée précédemment doit être reprise dans les comptes de résultat consolidés.

Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les emprunts, les dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que des instruments financiers dérivés. Les passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf les passifs financiers détenus à des fins de transaction ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net qui, après la comptabilisation initiale, sont comptabilisés à la juste valeur, les profits ou les pertes étant portés au résultat net.

Tous les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture et qui ne sont pas efficaces à ce titre sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat consolidé. Tous les frais liés aux intérêts et, s'il y a lieu, les changements dans la juste valeur d'un instrument qui sont présentés dans les comptes de résultat consolidés sont inclus dans les pertes (gains) de change et au titre de dérivés.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte qui en résulte dépend du classement du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) des couvertures de la juste valeur des actifs ou passifs comptabilisés ou un engagement ferme (couverture de juste valeur);
- b) des couvertures d'un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- c) des couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne au début d'une transaction la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société détermine également, à l'origine de la couverture et de façon continue, si les dérivés qui sont utilisés dans les transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts et consigne son évaluation.

Les justes valeurs des divers instruments dérivés utilisés à des fins de couverture sont présentées à la note 17.

Le montant total de la juste valeur d'un dérivé de couverture est classé comme un actif ou un passif non courant lorsque la durée restant à courir de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et comme un actif ou un passif courant lorsque la durée restant à courir est inférieure à 12 mois. Les dérivés détenus à des fins de transaction sont classés comme des actifs ou passifs courants.

a) Couvertures de juste valeur

La Société applique généralement une comptabilité de couverture de juste valeur à certains dérivés de taux d'intérêt qui couvrent son exposition aux variations de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers comptabilisés. Dans une relation de couverture de juste valeur, les profits ou les pertes découlant de l'évaluation des instruments dérivés de couverture à la juste valeur sont comptabilisés en résultat net, tandis que les profits ou les pertes sur les éléments couverts attribuables aux risques couverts sont comptabilisés comme un ajustement de la valeur comptable des éléments couverts et comptabilisés en résultat net.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

b) Couvertures de flux de trésorerie

La Société applique généralement une comptabilité de couverture de flux de trésorerie aux contrats de change à terme et aux dérivés de taux d'intérêt conclus pour couvrir les risques de change liés aux opérations prévues et aux actifs et passifs comptabilisés. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la partie des profits ou des pertes sur l'élément de couverture qui constitue une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net à titre d'ajustements de reclassement lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat net.

c) Couvertures d'un investissement net

Les couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Le profit ou la perte sur l'instrument de couverture lié à la partie efficace de la couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. Les profits et les pertes cumulés dans les capitaux propres sont inclus dans les comptes de résultat consolidés lors de la sortie partielle ou de la vente de l'établissement à l'étranger.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à long terme à prix fixe. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées et le calcul du coût moyen des matières premières de ces stocks est utilisé pendant toute la durée des contrats.

Créances clients

Les créances clients sont des montants à recevoir de clients pour la vente de produits manufacturés et la prestation de services dans le cours normal de l'activité. Si le recouvrement est attendu dans un an ou moins, les créances clients sont classées dans les actifs courants. Sinon, elles sont présentées à titre d'actifs non courants.

Les créances clients sont comptabilisées initialement à la juste valeur et sont par la suite évaluées au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute réduction pour dépréciation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie peuvent aussi comprendre les effets bancaires, ainsi que les instruments du marché monétaire à court terme dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition, qui peuvent être convertis immédiatement en trésorerie à l'acquisition.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Placements temporaires (affectés)

Les placements temporaires représentent les dépôts affectés qui sont détenus pour garantir certains passifs de la Société.

Dettes fournisseurs et charges à payer

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont des obligations de payer des biens ou des services obtenus auprès de fournisseurs dans le cadre de l'activité ordinaire. Les dettes fournisseurs et charges à payer sont classées à titre de passifs courants si un paiement doit être effectué dans un an ou moins (ou au cours d'un cycle d'exploitation normal de la Société s'il est plus long). Sinon, elles sont présentées à titre de passifs non courants.

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont comptabilisées initialement à la juste valeur et sont par la suite évaluées au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur, déduction faite des frais de transaction engagés. Les emprunts sont par la suite comptabilisés au coût amorti, toute différence entre le produit (déduction faite des frais de transaction) et la valeur de rachat étant comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sur la durée des emprunts, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés pour le montage des facilités d'emprunt sont comptabilisés à titre de coûts de transaction associés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera prélevée en totalité ou en partie. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera prélevée en totalité ou en partie, les frais sont incorporés à titre de frais payés d'avance pour des services de liquidité et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt généraux et spécifiques directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs qualifiés, soit des actifs qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce qu'ils soient pratiquement prêts à être utilisés ou vendus.

Le produit obtenu du placement temporaire d'emprunts spécifiques avant que les fonds ne soient utilisés pour les dépenses relatives aux actifs qualifiés est déduit des coûts d'emprunt incorporables dans le coût des actifs.

Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la période comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés aux comptes de résultat consolidés, sauf s'ils sont liés à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres; auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible est établie d'après les réglementations fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date des états de la situation financière consolidés dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le résultat imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils sont générés par la comptabilisation initiale du goodwill. La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ne donne lieu à aucun impôt différé. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date des états de la situation financière consolidés et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt sera réalisé ou le passif d'impôt sera réglé.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs, auxquels les différences temporaires pourront être imputées, seront disponibles.

Un impôt différé est comptabilisé pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales et dans des entreprises associées, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à un régime de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- Le coût au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi acquis par les salariés est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé.
- Aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur.
- Les gains et pertes actuariels cumulatifs nets non comptabilisés excédant 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou 10 % de la valeur liée au marché des actifs du régime, selon la plus élevée des deux au début de l'exercice, sont amortis sur la durée moyenne estimative à courir du service des participants au régime.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglées en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus, le nombre prévu d'options éteintes et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif, selon laquelle la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa propre période d'acquisition.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de présentation de l'information financière jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur du passif est évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes, en tenant compte des conditions associées à chaque attribution et des services rendus à cette date par les salariés.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la période qui est attribuable aux porteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le résultat par action est calculé comme si les options étaient exercées à l'ouverture de l'exercice (ou au moment de leur émission si celle-ci a lieu plus tard) et comme si les fonds obtenus à l'exercice des options étaient utilisés pour acheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen du marché pendant la période.

Provisions

Les provisions pour la restauration de l'environnement, les frais de restructuration et les réclamations sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé; qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation; et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructurations se composent des pénalités de résiliation de contrat et des indemnités de fin de contrat de travail. Aucune provision n'est comptabilisée au titre des pertes opérationnelles futures.

Lorsqu'il existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est comptabilisée même si la probabilité qu'une sortie de ressources à l'égard d'un élément compris dans la même catégorie d'obligations est faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la provision en raison de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs (notes 8 et 9).

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers. La valeur nette de réalisation des stocks détenus pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et de la pertinence continue des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement important des soldes d'actifs d'impôt différé dans l'avenir. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

NOTE 3 – PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des présents états financiers consolidés. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit :

Modification à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, relativement aux autres éléments du résultat global. La norme a été modifiée essentiellement pour exiger que les entités regroupent les éléments présentés dans les « autres éléments du

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

résultat global » en fonction du fait qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net (ajustements de reclassement). La modification ne porte pas sur la nature des éléments à présenter dans les autres éléments du résultat global.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société devra comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif (au passif) net au titre des prestations définies. La Société doit encore évaluer toute la portée de ces modifications.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement, de l'évaluation et de la comptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IFRS 9 a été publiée en novembre 2009 et en octobre 2010. Elle remplace les parties de l'IAS 39 qui ont trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers. L'IFRS 9 exige que les actifs financiers soient classés selon deux classes d'évaluation : ceux qui sont évalués à la juste valeur et ceux qui sont évalués au coût amorti. Le classement doit être déterminé au moment de la comptabilisation initiale. Il dépend du modèle économique de l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Pour les passifs financiers, la norme conserve la majeure partie des exigences de l'IAS 39. Selon la principale modification, lorsque l'option de la juste valeur est appliquée aux passifs financiers, la portion d'une variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre à l'entité doit être comptabilisée dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le compte de résultat consolidé, sauf s'il en résulte une non-concordance comptable. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 9 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2015. La Société évaluera aussi l'incidence des phases restantes du projet sur l'IFRS 9 lorsque l'IASB les aura terminées.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 10 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 12 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, vise à accroître l'uniformité et à réduire la complexité en donnant une définition précise de la juste valeur et en intégrant, en une même source, les exigences concernant l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet, applicables pour toutes les IFRS. Ces exigences, qui sont essentiellement alignées sur celles des PCGR des États-Unis, ne préconisent pas une plus grande utilisation de la méthode de comptabilisation à la juste valeur, mais fournissent des directives sur la manière de la calculer lorsque son utilisation est déjà exigée ou permise par d'autres normes aux termes des IFRS.

Aucune autre norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société.

NOTE 4 – ACQUISITIONS D'UNE PARTICIPATION DE 40 % DANS UNE FILIALE

Le 31 octobre 2011, la Société a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 40 % dans l'une de ses filiales, LAOS Industrial Resources Co. Ltd., une raffinerie, pour un montant de 2 014 \$. Ce montant et le solde de (237) \$ de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'état de la situation financière consolidé au 31 octobre 2011 ont été comptabilisés directement aux résultats non distribués, pour un montant total de 2 251 \$.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 5 – CRÉANCES

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Créances clients, montant brut	78 948	71 322
Compte de correction de valeur pour créances douteuses	(168)	(482)
Créances clients	78 780	70 840
Taxes de vente à recouvrer	4 604	4 706
Autres créances	4 423	1 095
Total des créances	87 807	76 641

Toutes les créances de la Société sont à court terme. La valeur comptable nette des créances correspond à une estimation raisonnable de la juste valeur. La Société passe régulièrement en revue tous les montants afin de repérer les indications de dépréciation et elle a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses afin de tenir compte des éventuelles pertes de valeur.

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que les pertes de valeur liées aux créances sont présentés à la note 26.

La plupart des créances sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

NOTE 6 – STOCKS

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Matières premières	60 410	75 511
Travaux en cours et produits finis	109 883	239 822
Total	170 293	315 333

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, un montant total de 467 019 \$ au titre des stocks a été passé en charges dans le coût des ventes (313 855 \$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011). Ce montant comprend 50 585 \$ au titre de la dépréciation des stocks (soit 23 750 \$ pour le secteur Matériaux électroniques et 26 835 \$ pour le secteur Matériaux écologiques (34 790 \$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011 (soit 30 964 \$ pour le secteur Matériaux électroniques et 3 826 \$ pour le secteur Matériaux écologiques)).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, une perte de valeur antérieure de 56 137 \$ a été comptabilisée en réduction des charges dans le coût des ventes (36 490 \$ pour le secteur Matériaux électroniques et 19 647 \$ pour le secteur Matériaux écologiques). Aucune perte de valeur antérieure n'a été comptabilisée en réduction des charges au cours de la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

La majorité des stocks sont donnés en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Mobilier, matériel de bureau et matériel routant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Période de sept mois close le					
31 décembre 2011					
Au 1 ^{er} juin 2011	36 864	54 795	2 188	3 177	97 024
Entrées	1 870	4 034	815	434	7 153
Sorties	(22)	(147)	-	-	(169)
Pertes de valeur	-	(8 848)	(181)	(2 431)	(11 460)
Amortissement	(983)	(4 431)	(374)	(111)	(5 899)
Effet des variations des taux de change	(127)	(36)	(3)	-	(166)
Au 31 décembre 2011	37 602	45 367	2 445	1 069	86 483
Au 31 décembre 2011					
Coût	40 119	51 705	2 836	1 588	96 248
Cumul des amortissements	(2 517)	(6 338)	(391)	(519)	(9 765)
Valeur comptable nette	37 602	45 367	2 445	1 069	86 483
Exercice clos le 31 décembre 2012					
Au 31 décembre 2011	37 602	45 367	2 445	1 069	86 483
Entrées	5 653	9 762	1 635	614	17 664
Sorties	-	(705)	(192)	(22)	(919)
Pertes de valeur ^{a, b}	(18 899)	(19 225)	(878)	(237)	(39 239)
Reprise de perte de valeur ^c	-	932	-	-	932
Amortissement	(1 784)	(5 885)	(1 494)	(118)	(9 281)
Effet des variations des taux de change et ajustement	90	(163)	(19)	-	(92)
Au 31 décembre 2012	22 662	30 083	1 497	1 306	55 548
Au 31 décembre 2012					
Coût	26 058	35 772	2 752	1 952	66 534
Cumul des amortissements	(3 396)	(5 689)	(1 255)	(646)	(10 986)
Valeur comptable nette	22 662	30 083	1 497	1 306	55 548

- a) Au 31 décembre 2012, la Société avait comptabilisé une perte de valeur de 28 235 \$ dans les autres charges, en raison de la faiblesse des prix des métaux accessoires qui a duré plus longtemps que prévu et d'une diminution importante de la capitalisation boursière. La perte de valeur est associée au secteur Matériaux écologiques (note 9).
- b) La Société a comptabilisé une dépréciation de 11 004 \$ dans le secteur Matériaux électroniques à la suite de l'annonce de la fermeture d'une installation. La dépréciation correspond à l'excédent de la valeur recouvrable sur la valeur comptable de l'immobilisation correspondante.
- c) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, une perte de valeur antérieure de 932 \$ dans le secteur Matériaux électroniques a fait l'objet d'une reprise, principalement en raison de l'activation de certaines activités.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Relations clients	Technologie	Nom commercial et ententes de non-concurrence	Logiciels, propriété intellectuelle et frais de développement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 31 décembre 2011	42 966	23 108	7 781	3 369	77 224
Entrées	-	-	-	347	347
Ajustement	-	-	(21)	(10)	(31)
Pertes de valeur ^a	(32 508)	(17 483)	(4 698)	-	(54 689)
Au 31 décembre 2012	10 458	5 625	3 062	3 706	22 851
Amortissement					
Au 31 décembre 2011	3 131	3 029	1 886	1 030	9 076
Amortissement	4 380	4 620	2 159	719	11 878
Ajustement	-	-	(6)	(15)	(21)
Pertes de valeur ^a	(5 683)	(5 787)	(2 622)	-	(14 092)
Au 31 décembre 2012	1 828	1 862	1 417	1 734	6 841
Valeur comptable nette au 31 décembre 2012	8 630	3 763	1 645	1 972	16 010

	Relations clients	Technologie	Nom commercial et ententes de non-concurrence	Logiciels, propriété intellectuelle et frais de développement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Au 1 ^{er} juin 2011	42 966	23 108	7 724	3 404	77 202
Entrées	-	-	57	696	753
Pertes de valeur ^b	-	-	-	(700)	(700)
Effet des variations des taux de change	-	-	-	(31)	(31)
Au 31 décembre 2011	42 966	23 108	7 781	3 369	77 224
Amortissement					
Au 1 ^{er} juin 2011	578	333	586	843	2 340
Amortissement	2 553	2 696	1 347	302	6 898
Effet des variations des taux de change	-	-	(47)	(47)	(94)
Ajustement	-	-	-	(68)	(68)
Au 31 décembre 2011	3 131	3 029	1 886	1 030	9 076
Valeur comptable nette au 31 décembre 2011	39 835	20 079	5 895	2 339	68 148

a) Au 31 décembre 2012, la Société avait comptabilisé une perte de valeur de 40 597 \$ dans les autres charges, en raison de la faiblesse des prix des métaux accessoires qui a duré plus longtemps que prévu et d'une diminution importante de la capitalisation boursière. La perte de valeur a été répartie comme suit : 8 403 \$ pour le secteur Matériaux électroniques et 32 194 \$ pour le secteur Matériaux écologiques (note 9).

b) Au 31 décembre 2011, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 700 \$ dans les autres charges au titre des frais de développement, en raison d'un recul important du marché de l'énergie solaire. La perte de valeur est rattachée au secteur Matériaux électroniques.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 9 – GOODWILL

	\$
Au 1 ^{er} juin 2011	123 916
Autre	994
Au 31 décembre 2011	124 910
Pertes de valeur	(124 910)
Au 31 décembre 2012	-

La perte de valeur a été répartie comme suit : 14 450 \$ pour le secteur Matériaux écologiques et 110 460 \$ pour le secteur Matériaux électroniques.

Le goodwill est affecté aux UGT suivantes aux fins du test de dépréciation annuel :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	-	110 460
Secteurs Matériaux écologiques	-	14 450
Total du goodwill affecté	-	124 910

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Aux fins du test de dépréciation annuel des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, la Société a déterminé que ses activités étaient réparties en quatre UGT : i) le secteur de l'énergie solaire; ii) le secteur du germanium et des activités connexes; iii) le reste du secteur Matériaux électroniques; iv) le secteur Matériaux écologiques (le même niveau que celui utilisé pour tester le goodwill). La Société a conclu qu'aucun événement déclencheur n'exigeait qu'elle effectue un test de dépréciation pour le secteur de l'énergie solaire et celui du germanium et des activités connexes. Elle a toutefois déterminé qu'un test de dépréciation était nécessaire pour le reste du secteur Matériaux électroniques, principalement en raison d'une croissance plus faible que prévu dans le secteur des diodes électroluminescentes (DEL) se rapportant au gallium ainsi que dans le secteur des activités liées à l'indium. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une dépréciation de 8 403 \$ relativement à l'UGT Matériaux électroniques, qui est entièrement attribuable à des immobilisations incorporelles.

La Société a aussi effectué le test de dépréciation annuel requis du goodwill au niveau des UGT correspondant aux secteurs Matériaux écologiques et Matériaux électroniques, soit le niveau le plus bas auquel la direction surveille le goodwill. Les tests ont révélé une dépréciation du goodwill dans les secteurs Matériaux écologiques et Matériaux électroniques, par suite de la faiblesse des prix des métaux accessoires qui a duré plus longtemps que prévu et d'une diminution importante de la capitalisation boursière de la Société. Par conséquent, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, un montant de 124 910 \$ a été comptabilisé au titre de la dépréciation du goodwill, 14 450 \$ ayant été affectés au secteur Matériaux écologiques, et 110 460 \$, au secteur Matériaux électroniques. En outre, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, des charges de dépréciation de 60 429 \$ ont été comptabilisées au titre de l'excédent de la valeur comptable de l'UGT Matériaux écologiques sur sa valeur recouvrable, soit 32 194 \$ liés à des immobilisations incorporelles, et 28 235 \$ à des immobilisations corporelles.

La méthode de la juste valeur diminuée des coûts de la vente a été utilisée pour déterminer le montant recouvrable de ces UGT, en fonction des projections actualisées des flux de trésorerie futurs fondées sur les prévisions financières approuvées par la direction. Des taux de croissance moyens de 4,5 % ont été utilisés pour la projection des estimations budgétaires sur plusieurs exercices, de même qu'un taux d'actualisation de 11,4 %, des besoins en fonds de roulement de 37,5 % du chiffre d'affaires et un taux d'imposition moyen pondéré de 23,0 %.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

La détermination de la juste valeur nécessite beaucoup de jugement et est sensible aux variations des hypothèses et facteurs sous-jacents. Par ailleurs, nous ne pouvons garantir que les hypothèses et les estimations formulées aux fins du test de dépréciation annuel des actifs à long terme et du goodwill s'avéreront exactes. Les événements ou les circonstances qui pourraient raisonnablement avoir des répercussions négatives sur les principales hypothèses sous-jacentes et, de ce fait, sur la juste valeur estimée des secteurs Matériaux écologiques et Matériaux électroniques, sont, entre autres : une croissance plus faible que prévu et des changements dans le secteur des métaux touchant la Société.

NOTE 10 – PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Début de l'exercice	1 513	1 084
Reprise attribuable à l'acquisition d'une participation résiduelle de 50 % ^a	(677)	-
Quote-part du résultat net des coentreprises	(333)	429
Fin de l'exercice	503	1 513

^a) La Société a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans MCP Crystal et MCP Shenzhen pour le prix total de 0,6 M\$.

Un résumé de l'information financière relative à la quote-part de la Société dans les actifs, les passifs, les produits et les charges de Ingal Stade GmbH (« Ingal »), dans laquelle la Société détenait une participation de 50 %, et de MCP Crystal et MCP Shenzhen, dans lesquelles la Société détenait une participation de 50 % jusqu'à leur acquisition en 2012, est présenté dans le tableau suivant :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Quote-part des :		
Actifs	5 057	6 606
Passifs	4 575	4 831
Produits	4 127	6 615
Résultats	(333)	429

NOTE 11 – AUTRES ACTIFS

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Charges différées	2 676	3 606
Dépôts	1 500	1 727
Prêt à recevoir d'une partie liée (note 25)	3 958	3 688
Autres	1 114	2 474
Total des autres actifs	9 248	11 495

NOTE 12 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Dettes fournisseurs	49 500	35 763
Charges à payer	12 714	23 266
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	62 214	59 029

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt.

NOTE 13 – DETTE BANCAIRE, DETTE À COURT TERME ET DETTE À LONG TERME

a) Dette bancaire et dette à court terme

La Société a négocié des lignes de crédit auprès d'institutions financières en Chine. Ces lignes de crédit sont garanties par d'autres sociétés du groupe.

Au 31 décembre 2012

Monnaie contractuelle	\$ HK	RMB	Total
Crédit disponible	-	217 000	217 000
Montant emprunté	-	50 500	50 500

Au 31 décembre 2012

Monnaie de présentation	\$ US	\$ US	Total
Crédit disponible	-	34 438	34 438
Montant emprunté	-	8 014	8 014

Au 31 décembre 2011

Monnaie contractuelle	\$ HK	RMB	Total
Crédit disponible	390 000	194 000	s. o.
Montant emprunté	390 000	146 440	s. o.

Au 31 décembre 2011

Monnaie de présentation	\$ US	\$ US	Total
Crédit disponible	50 205	30 826	81 031
Montant emprunté	50 205	23 225	73 430

La ligne de crédit en renminbi (« RMB ») porte intérêt à des taux de 105 % à 110 % du taux de base du RMB.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

b) Dette à long terme

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Solde du prix d'acquisition et de la retenue non garantis à payer aux anciens actionnaires de MCP au montant total de 51 899 € (billet de 36 928 € et retenue de 14 971 €), portant intérêt au taux d'un swap de taux d'intérêt à trois ans majoré de 3,00 % ^b . Le billet est remboursable en deux versements annuels à compter d'avril 2013 et la retenue est remboursable en avril 2014 ^{a, b} .	65 928	80 066
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 200 000 \$ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en août 2015 ^c .	72 213	185 000
Emprunt à terme ne portant pas intérêt, remboursable sous certaines conditions, échéant en 2023. Si l'emprunt n'est pas remboursé en totalité d'ici la fin de 2023, le solde sera radié ^d .	797	824
Emprunt portant intérêt au taux LIBOR à trois mois majoré de 3,00 %, remboursable en avril 2013.	769	1 836
Autres emprunts	718	750
	140 425	268 476
Moins la partie courante de la dette à long terme	29 527	14 757
	110 898	253 719

^{a)} En vertu d'ententes conclues avec deux dirigeants ayant quitté la Société en 2012, la Société a effectué, en octobre 2012, des paiements de 10 M\$ HK et de 0,9 M€ (environ 2 600 \$ au total), qui pourraient être portés en diminution du solde non garanti du prix d'acquisition précité de 65 928 \$, sous réserve du respect de certaines conditions.

^{b)} Se reporter à la note 24.

^{c)} Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en euros peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Le taux d'intérêt, qui dépend du taux d'endettement de la Société (ratio dette-BAIIA), peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 1,25 % à 2,75 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 0,25 % à 1,75 %. Des commissions d'engagement de 0,31 % à 0,69 % sont aussi versées sur la partie non utilisée de la facilité de crédit. La facilité de crédit renouvelable peut être augmentée à 300 000 \$ sous réserve de l'approbation des prêteurs, et elle est garantie par la quasi-totalité des actifs de certaines entités de la Société. Le montant du retrait au 31 décembre 2012 était composé d'avances en dollars canadiens de 1 052 \$ et d'avances en dollars américains de 71 161 \$. Le montant du retrait total au 31 décembre 2011 était en dollars américains. La facilité est assortie de clauses restrictives. Au 31 décembre 2012, la Société respectait toutes les clauses restrictives (note 29).

^{d)} Cet emprunt à terme a été reclassé comme dette à court terme puisque ces montants peuvent devenir payables sur demande.

En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives concernant les ratios financiers. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société a préparé un BAIIA budgété et des estimations de flux de trésorerie qu'elle devra respecter. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses budgets sont raisonnables et que les clauses restrictives ne devraient pas être enfreintes au cours des 13 prochains mois. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats prévus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement et de la viabilité et du soutien continu de la banque de la Société.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 14 – OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

La Société a établi un régime de retraite à prestations définies en Allemagne fondé sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service. Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise de Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	12 092	12 315

Les variations de l'obligation au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Début de la période	12 315	13 481
Coût des services rendus au cours de la période	73	39
Coût financier	627	355
Effet des variations des taux de change	150	(1 285)
Prestations versées	(398)	(226)
Gains actuariels	(675)	(49)
Fin de la période	12 092	12 315

Les montants comptabilisés aux comptes de résultat consolidés se présentent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de la période	73	39
Coût financier	627	355
Total, compris dans les salaires (note 28)	700	394

Les principales hypothèses actuarielles à la fin des périodes se présentent comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux d'actualisation	3,1 %	5 %

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 15 – AUTRES PASSIFS

	Provision pour restauration des sites	Produits différés	Autres	Total
	\$		\$	\$
Au 1 ^{er} juin 2011	3 463	789	4 036	8 288
Dotations additionnelles	1 107	467	677	2 251
Reprise de montants inutilisés	-	(5)	-	(5)
Montants utilisés	(1 098)	(191)	(2 486)	(3 775)
Reclassement en passifs courants	(2 588)	-	-	(2 588)
Au 31 décembre 2011	884	1 060	2 227	4 171
Montants utilisés	(884)	(1 050)	(677)	(2 611)
Au 31 décembre 2012 – passifs non courants	-	10	1 550	1 560

NOTE 16 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt (produit d'impôt) exigible sur le résultat de la période	1 167	(4 483)
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(924)	903
Total de l'impôt (produit d'impôt) exigible	243	(3 580)
Impôt différé :		
Création et renversement de différences temporaires	(24 464)	(1 133)
Total de l'impôt différé	(24 464)	(1 133)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(24 221)	(4 713)

L'impôt comptabilisé sur le résultat avant impôt de la Société diffère du montant qui aurait découlé de l'utilisation du taux d'imposition fédéral et provincial réglementaire applicable au résultat des entités consolidées comme suit :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012		Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011	
	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux local prévu par la loi	(67 807)	26,9	(7 719)	28,4
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :				
Pertes non comptabilisées reportées en avant	7 319	(2,9)	4 391	(16,2)
Charges non déductibles à des fins fiscales	1 718	(0,7)	400	(1,5)
Dépréciation du goodwill non déductible	33 600	(13,4)	-	-
Avantages découlant d'une structure financière	(1 030)	0,4	(996)	3,7
Écart de change non imposable	(178)	0,1	(358)	1,3
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	530	(0,2)	(823)	3,0
Ajustements au titre des exercices antérieurs	1 344	(0,5)	903	(3,3)
Autre	283	(0,1)	(511)	1,9
Total du recouvrement d'impôt sur le résultat	(24 221)	9,6	(4 713)	17,3

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

La variation du taux prévu par la loi entre décembre 2011 (28,4 %) et décembre 2012 (26,9 %) s'explique essentiellement par la réduction du taux d'impôt fédéral réglementaire de 16,5 % à 15,0 %.

Une analyse des actifs et passifs d'impôt différé est présentée dans le tableau suivant :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Actifs d'impôt différé :		
À recouvrer dans les 12 prochains mois	1 685	642
À recouvrer après 12 mois	9 547	2 064
Passifs d'impôt différé :		
À régler dans les 12 prochains mois	-	-
À régler après 12 mois	(2 632)	(19 143)
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	8 600	(16 437)

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Début de la période	(16 437)	(17 794)
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	137	188
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	24 464	1 133
Impôt directement comptabilisé dans les capitaux propres	436	36
Fin de la période	8 600	(16 437)

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks	Perte reportée en avant	Frais d'émission d'actions et honoraires professionnels		Autres	Compensation par compétence fiscale	
	\$	\$			\$	\$		\$	\$
Au 1 ^{er} juin 2011	185	2 389	-	1 967	1 447	5 988			
Montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé	(185)	889	-	(381)	111	434			
Montant comptabilisé dans les capitaux propres	-	-	-	36	-	36			
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	188	188			
Au 31 décembre 2011	-	3 278	-	1 622	1 746	6 646			(3 940)
Montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé	4 605	(1 535)	8 243	(609)	194	10 902			
Montant comptabilisé dans les capitaux propres	-	-	-	436	-	436			
Montant comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	137	137			
Au 31 décembre 2012	-	1 743	8 243	1 449	2 077	18 121			(6 889)

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks	Actifs incorporels	Autres	Compensation par compétence fiscale	
	\$	\$				\$	\$
Au 1 ^{er} juin 2011	5 923	216	16 910	733	23 782		
Montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé	(941)	-	-	242	(699)		
Au 31 décembre 2011	4 982	216	16 910	975	23 083		(3 940)
Montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé	(1 295)	(158)	(12 430)	321	(13 562)		
Au 31 décembre 2012	3 687	58	4 480	1 296	9 521		(6 889)

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où la réalisation de l'avantage d'impôt connexe est probable. La Société disposait de reports en avant de pertes fiscales non comptabilisés de 47 500 \$ au 31 décembre 2012 (26 118 \$ au 31 décembre 2011) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

Les actifs d'impôt différé de 11 232 \$, tels qu'ils sont présentés dans les états de la situation financière consolidés, reposent sur les bénéfices imposables futurs projetés pour les entités qui ont subi une perte au cours de la période considérée.

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur les résultats non distribués de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Les résultats non distribués s'élevaient à 43 364 \$ au 31 décembre 2012 (272 195 \$ au 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucun avantage d'impôt différé n'a été comptabilisé sont les suivantes :

Pays		Période au cours de laquelle les pertes peuvent être reportées en avant
	\$	
Royaume-Uni	20 978	Indéfiniment
Belgique	17 068	Indéfiniment
États-Unis	7 697	2031 à 2032
Malaisie	1 077	Indéfiniment
Pérou	680	2015 à 2016
Total	47 500	

NOTE 17 – CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS ET DE PASSIFS FINANCIERS**Juste valeur**

Tous les actifs financiers classés dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs financiers et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés en résultat net.

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires (affectés), les créances, la dette bancaire et la dette à court terme, ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 décembre 2012, la juste valeur de la dette à long terme se rapprochait de sa valeur comptable et était calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs au taux de clôture pour une dette similaire assortie des mêmes modalités et échéances.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Le tableau qui suit présente les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états de la situation financière consolidés conformément à la hiérarchie des justes valeurs. Cette hiérarchie classe les actifs financiers et les passifs financiers selon trois niveaux d'après l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau au sein duquel l'actif financier ou le passif financier est classé est déterminé d'après le niveau de données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur. Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états de la situation financière consolidés sont regroupés dans la hiérarchie des justes valeurs de la façon suivante aux 31 décembre :

31 décembre 2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Passifs financiers			
Swap de taux d'intérêt	-	3 870	-
Contrats de change à terme		1 080	
Options	-	239	-
Bons de souscription	1 165	-	-
Total	1 165	5 189	-

31 décembre 2011	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Passifs financiers			
Swap de taux d'intérêt	-	2 326	-
Contrats de change à terme	-	517	-
Options	-	2 873	-
Total	-	5 716	-

Actifs et passifs dérivés

La Société détient actuellement les instruments financiers dérivés suivants :

- un swap de taux d'intérêt pour fixer le taux d'intérêt sur une partie de sa facilité de crédit renouvelable;
- des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange d'euros relativement à des stratégies de couverture;
- des options vendues à une institution financière relativement à des stratégies de couverture; et
- des bons de souscription.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

L'évaluation à la juste valeur des dérivés s'établit comme suit :

Passifs	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Swap de taux d'intérêt ^a	3 870	2 326
Contrats de change à terme ^b	1 080	517
Options ^c	239	2 873
Bons de souscription ^d	1 165	-
Total	6 354	5 716

a) Le swap de taux d'intérêt a une valeur nominale de 100 000 \$ et est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. En vertu de ce swap, la Société paiera un taux d'intérêt fixe de 1,82 %. La Société a reçu 1 700 \$ lorsqu'elle a conclu ce swap différé de taux d'intérêt en septembre 2011. Ce montant fait partie de la juste valeur qui a été inscrite à titre de passif non courant. La Société avait initialement désigné ce contrat comme couverture de flux de trésorerie des paiements d'intérêts variables anticipés sur un montant nominal de 100 000 \$ de la facilité de crédit renouvelable, la variation de sa juste valeur étant comptabilisée dans les états du résultat global consolidés. Le 4 septembre 2012, la Société a remboursé une partie de cette facilité de crédit et a annulé la désignation de 30 000 \$ du montant nominal du swap. La Société a reclassé la juste valeur estimée de cette partie du swap, la retirant du cumul des autres éléments du résultat global pour la comptabiliser à titre de perte latente sur l'annulation d'une désignation au compte de résultat consolidé.

Avant d'annuler la désignation de la couverture de flux de trésorerie relativement à la transaction prévue, le 3 septembre 2012, la Société avait évalué l'efficacité de la couverture des flux de trésorerie ainsi qu'au 31 décembre 2012.

b) Les contrats de change à terme visent à vendre des dollars américains en échange d'euros. Les contrats de change à terme en euros ont une valeur nominale de 30 000 € à un taux de change \$ US/euro variant respectivement de 1,3546 à 1,3641 jusqu'aux 11 avril 2013 et 2014.

c) La Société a vendu à une institution financière des options qui confèrent à cette dernière le droit de vendre des euros à la Société à des dates préétablies. Les options ont une valeur nominale de 21 500 € à un taux de change euro/\$ US de 1,3283 sont échues en janvier 2013 sans renouvellement.

d) Le 6 juin 2012, la Société a émis 6 451 807 bons de souscription (note 18) venant à échéance le 6 juin 2014.

Les méthodes suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur :

- Swap de taux d'intérêt : l'estimation est basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon les courbes de rendement des taux d'intérêt à la fin de la période.
- Contrats de change à terme : l'estimation est basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon le taux de change à la fin de la période.
- Options : le modèle de Black et Scholes, à partir des données de marché à la fin de la période.
- Bons de souscription : la juste valeur est basée sur le cours de clôture de la Bourse de Toronto (« TSX »). Le symbole des bons de souscription cotés est VNP.WT.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 18 – ÉMISSION D'UNITÉS

Le 6 juin 2012, la Société a conclu un placement pour un produit brut total de 40 001 \$ CA (38 485 \$ US). Le financement consistait en l'émission de 12 903 613 unités au prix unitaire de 3,10 \$ CA. Chaque unité était composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'une action ordinaire. Chaque bon de souscription permet au porteur de souscrire une action ordinaire supplémentaire au prix de 5,00 \$ CA jusqu'au 6 juin 2014.

La valeur initiale des 6 451 807 bons de souscription a été estimée à l'aide du modèle de Black et Scholes en tenant compte des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,25 %, volatilité moyenne prévue de 40 %, dividende par action prévu de néant et durée de vie prévue des bons de souscription de deux ans. La juste valeur des bons de souscription d'une action ordinaire a donc été estimée à 1 419 \$ CA (1 366 \$ US) après répartition au prorata de la juste valeur des éléments composant les unités.

Ce montant a été attribué aux bons de souscription, et le solde de 38 582 \$ CA (37 119 \$ US), au capital-actions. Les bons de souscription ont été comptabilisés à titre de passif dérivé. Conformément aux IFRS, une obligation d'émettre des actions pour un prix qui n'est pas établi dans la monnaie fonctionnelle de la Société et qui ne satisfait pas aux conditions d'une émission de droits à tous les actionnaires de cette catégorie doit être classée à titre de passif dérivé et évaluée à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés au moment où elles se produisent.

La juste valeur des bons de souscription était de (1 165) \$ au 31 décembre 2012 (note 17).

Le coût total de l'émission des unités, se chiffrant à 1 185 \$ (après impôt sur le résultat de 436 \$), a été attribué aux résultats non distribués.

	Nombre	Montant	Montant
		\$ CA	\$ US
Unités émises contre trésorerie	12 903 613	40 001	38 485
Moins : bons de souscription		(1 419)	(1 366)
Montant net attribuable au capital-actions		38 582	37 119

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 19 – SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le tableau qui suit présente les informations revues par les dirigeants de la Société pour l'analyse de la performance :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social et montants non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	319 662	232 013	-	551 675
BAlIA ajusté ¹	18 632	34 653	(15 429)	37 856
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	-	-	8 828	8 828
Frais de restructuration	1 325	1 456	-	2 781
Dépréciation des stocks (note 6)	26 835	23 750	-	50 585
Dépréciation des immobilisations corporelles (note 7)	28 235	11 004	-	39 239
Dépréciation des immobilisations incorporelles (note 8)	32 194	8 403	-	40 597
Dépréciation du goodwill (note 9)	14 450	110 460	-	124 910
Dérivés et pertes de change	-	-	2 759	2 759
Amortissement	11 470	9 563	126	21 159
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles (note 7)	-	(932)	-	(932)
Résultat avant impôt sur le résultat	(95 877)	(129 051)	(27 142)	(252 070)
Dépenses en immobilisations	7 445	8 830	1 389	17 664

Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social et montants non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Produits sectoriels	205 697	186 015	-	391 712
BAlIA ajusté ¹	18 426	30 631	(11 644)	37 413
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	-	-	5 487	5 487
Dépréciation des stocks	3 826	30 964	-	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	4 525	6 935	11 460
Dérivés et gains de change	-	-	(642)	(642)
Amortissement	6 910	5 807	80	12 797
Autre	-	-	698	698
Résultat avant impôt sur le résultat	7 690	(10 665)	(24 202)	(27 177)
Dépenses en immobilisations	2 742	4 313	98	7 153

Au 31 décembre 2012	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social et montants non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Actif total excluant ce qui suit :	162 073	204 578	5 592	372 243
Participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-	503	-	503
Actif d'impôt différé	3 873	5 996	1 363	11 232

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Au 31 décembre 2011	Matériaux écologiques	Matériaux électroniques	Siège social et montants non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Actif total excluant ce qui suit :	317 297	332 224	3 694	653 215
Goodwill	14 450	110 460	-	124 910
Participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-	1 513	-	1 513
Actif d'impôt différé	2 170	503	33	2 706

¹⁾ Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement et ce qui suit : intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts, frais de restructuration, dépréciation des stocks, reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles, dépréciation des immobilisations corporelles, dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill, frais connexes à l'acquisition et dérivés et pertes (gains) de change et au titre de dérivés.

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients de cette dernière pour les périodes closes les 31 décembre 2012 et 2011 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2012 et 2011 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	31 décembre 2012 (12 mois)	31 décembre 2011 (7 mois)
	\$	\$
Asie		
Chine	72 672	39 298
Japon	10 425	18 276
Autres	106 575	39 671
Amérique		
États-Unis	102 344	90 493
Autres	21 231	13 065
Europe		
France	33 067	16 256
Allemagne	90 455	64 232
Royaume-Uni	27 021	55 537
Autres	84 097	51 805
Divers	3 788	3 079
Total	551 675	391 712

Actifs non courants	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Asie		
Hong Kong	10 801	95 067
Autres	9 543	13 429
États-Unis	6 058	15 751
Europe		
Belgique	23 755	42 264
Allemagne	9 164	74 222
Autres	6 087	16 845
Canada	27 133	37 677
Total	92 541	295 255

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, un client représentait environ 13,3 % des produits (12,5 % pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011), et est inclus dans les produits du secteur Matériaux électroniques.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 20 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Diminution (augmentation) des actifs :		
Créances	(10 549)	36 231
Stocks	95 615	(49 822)
Actif d'impôt exigible	(7 816)	(8 355)
Autres actifs courants	1 221	(1 094)
Augmentation (diminution) des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(3 915)	(8 146)
Passif d'impôt exigible	1 863	(7 067)
Variation nette	76 419	(38 253)

Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie, soit incluses dans ceux-ci :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
a) Exclusion des entrées impayées à la fin de la période :		
	\$	\$
Entrées d'immobilisations corporelles	1 394	190
b) Inclusion des entrées impayées au début de la période :		
	\$	\$
Entrées d'immobilisations corporelles	190	2 176

NOTE 21 – CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

- Un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.
- Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Au 31 décembre 2012, aucune action privilégiée n'avait été émise.

Aucune action de la Société n'est détenue par une filiale ou une coentreprise.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

NOTE 22 – RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat par action de base et dilué :

Numérateurs	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(227 738)	(21 641)
Résultat net pour la période	(227 849)	(22 464)

Étant donné le cours de l'action de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et la perte nette consolidée enregistrée par la Société pour cette période, il n'a pas été tenu compte des options sur actions et des bons de souscription dans le calcul de la perte diluée par action du fait de leur effet antidilutif.

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base et dilué	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	78 352 364	70 939 901

NOTE 23 – RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Au 31 décembre 2012, la Société disposait des régimes de rémunération à base d'actions qui suivent.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2012 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

5N PLUS INC.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes qui s'ajoute au régime d'options d'achat d'actions. Le régime d'unités d'actions restreintes permet à la Société d'attribuer aux participants des unités d'actions fictives qui s'acquièrent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées dans le passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces attributions est fondée sur la juste valeur des unités d'actions attribuées et est passée en charges dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sur la période d'acquisition des droits afférents aux unités d'actions attribuées. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société attribuables aux fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a attribué 33 978 unités d'actions restreintes et elle en a annulé 12 385. Au 31 décembre 2012, 79 480 unités d'actions restreintes étaient en circulation (57 887 au 31 décembre 2011).

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime incitatif d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers. Aux termes du régime, les unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers attribuées peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date de l'attribution. Les droits au titre des unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers en circulation au 31 décembre 2012 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de l'attribution. Les unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers s'acquièrent au rythme de 25 % par année, dès la première année qui suit la date de l'attribution. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a attribué 14 995 unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers et elle en a payé 1 981. Au 31 décembre 2012, 54 364 unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers étaient en circulation (41 350 au 31 décembre 2011).

Droits à l'appréciation d'actions

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a attribué 247 000 droits à l'appréciation d'actions à la plupart des membres de son personnel, à l'exception du personnel de haute direction. Les droits à l'appréciation d'actions sont acquis et payés sur une période de trois ans. Ils sont automatiquement exerçables en contrepartie d'un montant en trésorerie à chaque anniversaire de la date de l'attribution et la Société est tenue de verser le montant aux porteurs. Le montant versé en trésorerie correspond au nombre de droits à l'appréciation d'actions multiplié par le cours moyen de l'action de la Société pour le mois qui précède immédiatement l'acquisition. Les changements des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passés en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, 59 383 droits à l'appréciation d'actions ont été annulés et 61 250 ont été payés. Au 31 décembre 2012, 123 167 droits à l'appréciation d'actions étaient en circulation (243 800 au 31 décembre 2011).

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Des informations sur toutes les options sur actions en circulation sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012		Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Attribuées	325 840	2,22	275 249	8,60
Annulées	(240 072)	5,60	(47 565)	5,40
Exercées	(43 531)	3,36	(68 498)	3,17
En circulation à la fin de la période	1 585 448	4,67	1 543 211	5,28
Pouvant être exercées à la fin de la période	1 024 656	4,94	908 657	4,28

Le tableau suivant présente les options sur actions en circulation au 31 décembre 2012 :

Échéance	Prix d'exercice		Nombre d'options
	Bas \$ CA	Élevé \$ CA	
Décembre 2013	3,00	3,00	357 650
Juin et août 2014	9,13	10,32	7 500
Octobre 2014	3,81	3,81	2 500
Janvier 2015 à octobre 2016	4,87	6,16	646 920
Juin et septembre 2017	8,50	8,64	245 038
Décembre 2017	6,16	6,16	7 500
Novembre 2018	2,22	2,22	318 340
			1 585 448

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011 :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
Volatilité prévue du cours de l'action	53 %	39 %
Dividende	nul	nul
Taux d'intérêt sans risque	1,07 %	1,475 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	0,93 \$	3,22 \$

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions, comptabilisée aux comptes de résultat consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011 :

Charge	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Options sur actions	563	443
Unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers	-	10
Droits à l'appréciation d'actions	92	114
Total	655	567

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la valeur intrinsèque des passifs au titre de la rémunération à base d'actions :

Passif	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	92	92
Unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers	10	10
Droits à l'appréciation d'actions	189	114
Total	291	216

NOTE 24 – ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements

La Société loue certaines installations et de l'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, compte non tenu des charges opérationnelles pour les prochains exercices, se présentent comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Un an au plus	2 148	1 511
Plus d'un an mais moins de cinq ans	2 612	3 426
Total des engagements	4 760	4 937

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés, à l'exception de ce qui suit :

La Société a déposé une demande reconventionnelle en réponse à une demande d'arbitrage contre Florinvest S.A., Heresford Ltd., Metals Corp. S.C.R.C.L. et S.R.I.W. S.A. (les « vendeurs »), qui sont tous d'anciens actionnaires de MCP Group S.A. (« MCP »). Elle est en effet d'avis que les vendeurs n'ont pas respecté les modalités de la convention d'acquisition et de certaines autres ententes connexes, incluant des manquements aux déclarations et aux garanties faites ou données par les vendeurs et des manquements aux conditions de clôture.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

En outre, la Société et MCP ont aussi intenté des poursuites contre les anciens administrateurs de MCP les tenant personnellement responsables pour tous les dommages causés par des fautes ou des actes malhonnêtes commis en qualité d'administrateurs de MCP ou à tout autre titre.

Par conséquent, la Société n'a pas l'intention de verser le solde des sommes exigibles relativement à l'acquisition tant que l'arbitrage ne sera pas réglé.

La Société examine actuellement les répercussions possibles que ces manquements pourraient avoir eu sur les pratiques commerciales de MCP avant et après l'acquisition. À la date des présentes, la Société n'avait reçu aucune réclamation associée à ces événements de la part de tiers pouvant entraîner des amendes, des pénalités ou d'autres compensations financières. En raison de la nature des enquêtes, y compris la possibilité que leur portée soit élargie, la Société n'est actuellement pas en mesure d'en prédire l'issue ni de fournir une estimation raisonnable de la perte, qui pourrait, le cas échéant, en découler et nuire de façon significative à ses résultats opérationnels futurs.

NOTE 25 – TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des entreprises associées, des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des opérations avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont habituellement réglés en trésorerie.

Ingal Stade (« Ingal ») fournit du gallium à d'autres sociétés du groupe. La Société fournissait du gallium à MCP Shenzhen, lorsque cette dernière était une coentreprise (note 10). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a acheté pour un montant de 5 994 \$ de gallium à Ingal et n'a pas vendu de gallium à MCP Shenzhen (pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, la Société a acheté pour un montant de 3 945 \$ de gallium à Ingal et vendu pour un montant de 63 \$ à MCP Shenzhen).

Au 31 décembre 2012, la Société ne devait aucun montant à Ingal (25 \$ au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2012, un prêt de 3 958 \$ (3 000 €) consenti par la Société à Ingal était en cours (prêt de 3 688 \$ (2 850 €) au 31 décembre 2011) (note 11).

NOTE 26 – GESTION DU RISQUE FINANCIER

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

i) Risque de change

Le risque de change est le risque que les engagements financiers, les actifs, les passifs, le résultat ou les flux de trésorerie fluctuent en raison de variations des cours des monnaies étrangères. La Société conclut des opérations commerciales et détient des actifs dans plusieurs pays; elle est donc sensible aux fluctuations des taux de change sur ses opérations en monnaie étrangère. Les produits et charges de la Société sont principalement exposés au risque de change comme suit :

- Conversion des produits et des charges libellés en monnaie étrangère dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar américain – Lorsque la monnaie étrangère fluctue par rapport au dollar américain, le résultat présenté en dollars américains varie. L’incidence d’un affaiblissement de la monnaie étrangère par rapport au dollar américain pour les produits et les charges libellés en monnaie étrangère donne lieu à un résultat net moins élevé (une perte nette plus élevée) parce que les produits en monnaie étrangère de la Société sont plus élevés que ses charges en monnaie étrangère.
- Conversion de la dette et d’autres éléments monétaires libellés en monnaie étrangère – L’affaiblissement d’une monnaie étrangère pour la dette de la Société libellée dans cette monnaie entraîne une diminution de la dette en dollars américains et donne lieu à un gain de change sur les avances bancaires et les autres emprunts à court terme, qui est comptabilisé en résultat net. Le profit ou la perte de change sur la dette à court terme est établi par la Société par différence entre les taux de change au début et à la fin de chaque période de présentation de l’information financière. Les variations des taux de change influent aussi sur d’autres éléments monétaires libellés en monnaie étrangère.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2012 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101	2 771	85	3 913	11
Placements temporaires (affectés)	-	2 357	-	-	-
Créances	444	12 574	2 203	3 893	-
Dette bancaire et dette à court terme	-	-	-	(8 014)	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 568)	(11 379)	(870)	(4 733)	(232)
Dette à long terme	(1 052)	(65 928)	-	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(3 075)	(59 605)	1 418	(4 941)	(221)

Le tableau qui suit montre l’incidence sur le résultat avant impôt d’un raffermissement ou d’un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2012 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d’autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)	(en \$ US)
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(31)	(596)	14	(49)	(2)
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	31	596	(14)	49	2

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

À l'occasion, la Société conclut des contrats de change à terme de courte durée en vue de vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens, d'euros, de dollars de Hong Kong et de livres sterling. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain et engagées ailleurs qu'en Chine sont en dollars canadiens, en euros, en dollars de Hong Kong et en livres sterling.

ii) Risque de marché – Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable.

Au 31 décembre 2012, la Société était partie à un swap de taux d'intérêt visant à couvrir une partie du risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable. Le contrat de swap, d'une valeur nominale de 100 000 \$, est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt LIBOR à 1,82 %. La Société a reçu 1 700 \$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011, soit la juste valeur de l'instrument au moment où elle en est devenue partie. Le contrat avait une juste valeur de (3 870) \$ au 31 décembre 2012 et a été comptabilisé dans les passifs financiers dérivés dans l'état de la situation financière consolidé.

iii) Risque de marché – Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change. La Société est exposée à ce risque en ce qui a trait aux risques sous-jacents des instruments financiers détenus à des fins de transaction inclus dans l'état de la situation financière consolidé.

Bons de souscription

En juin 2012, la Société a émis 12 903 613 unités au prix unitaire de 3,10 \$ CA. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'une action ordinaire. La Société a émis 6 451 807 bons de souscription, qui sont comptabilisés dans les passifs financiers dérivés à la juste valeur en fonction du marché boursier. La juste valeur était de (1 165) \$ au 31 décembre 2012 et de néant au 31 décembre 2011. La juste valeur dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité du marché et des taux de change, les fluctuations des taux d'intérêt, l'activité de la Société sur le marché et d'autres conditions du marché.

Options

La Société a vendu à une institution financière des options qui confèrent à cette dernière le droit de vendre des euros à la Société à des dates préétablies. Les options ont une valeur nominale de 21 500 € à un taux de change euro/\$ US de 1,3283 et sont échues en janvier 2013 sans renouvellement. La juste valeur était de (239) \$ au 31 décembre 2012.

La valeur marchande de ces instruments financiers dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité des marchés étrangers, la durée restante des instruments et d'autres conditions du marché.

En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

5N PLUS INC.**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion de risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses de respectivement 168 \$ et 482 \$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration aux comptes de résultat consolidés, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels il a été constitué au cours de périodes antérieures.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent exposer la Société à des pertes sur créances si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Au 31 décembre 2012, la Société ne prévoyait pas de manquement de ses contreparties à leurs obligations qui auraient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Aucun actif financier n'est en souffrance, sauf certaines créances clients. Le classement chronologique des créances s'établit comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
3 mois ou moins	22 966	24 235
Plus de trois mois	1 395	1 381
	24 361	25 616

Le tableau suivant présente un résumé des variations du compte de correction de valeur pour créances douteuses :

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Début de la période	482	190
Provision pour moins-value	1 333	298
Créances clients sorties du bilan au cours de l'exercice à titre de créances irrécouvrables ^{a)}	(1 647)	-
Montants inutilisés repris	-	(6)
Fin de la période	168	482

^{a)} Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, un client du secteur Matériaux écologiques a éprouvé d'importantes difficultés et la Société a sorti du bilan des créances d'un montant de 1,4 M\$ (1,1 M€).

Les montants imputés au compte de correction de valeur sont habituellement sortis du bilan quand on ne s'attend pas à recouvrer de montants additionnels.

5N PLUS INC.
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011

(Les montants sont exprimés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire.)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance (note 13 b)). La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2012 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	8 014	8 531	-	-	-	8 531
Dettes fournisseurs et charges à payer	62 214	62 214	-	-	-	62 214
Instruments financiers dérivés	6 354	2 817	3 537	-	-	6 354
Dette à long terme	140 425	31 236	116 552	421	21	148 230
Total	217 007	104 798	120 089	421	21	225 329

NOTE 27 – GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un retour sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

Afin de maintenir ou de rajuster la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs pour réduire la dette.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio emprunts/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (dette bancaire, emprunt à court terme et emprunt à long terme dans les états de la situation financière consolidés) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements temporaires (affectés). Les capitaux propres correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires de 5N Plus inc. aux états de la situation financière consolidés.

À la fin de la période, les ratios emprunts/capitaux propres se présentent comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Emprunts, montant total	148 439	341 906
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements temporaires (affectés)	(11 892)	(81 331)
Dette nette	136 547	260 575
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	148 112	339 241
Ratio emprunts/capitaux propres	92 %	77 %

NOTE 28 – RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET CHARGES, CLASSÉES PAR NATURE

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

Rémunération des principaux dirigeants	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Salaires	4 731	3 085
Rémunération à base d'actions	219	301
Total	4 950	3 386

Charges, classées par nature	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$
Salaires	39 653	31 677
Rémunération à base d'actions	655	567
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	21 159	12 797
Frais de recherche et de développement (déduction faite du crédit d'impôt)	4 763	3 027
Dépréciation du goodwill	124 910	-
Dépréciation des stocks	50 585	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	39 239	11 460
Dépréciation des immobilisations incorporelles	40 597	700
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	(932)	-
Frais de restructuration	2 781	-

NOTE 29 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En mars 2013, la Société a conclu une modification de sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang aux termes de laquelle cette dernière sera réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour l'exercice 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du taux d'endettement de la Société (ratio dette-BAIIA), et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,5 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Comptables

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 9 h, le jeudi 27 juin 2013

Club Saint-James
1145, avenue Union
Montréal (Québec)

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs

5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4

T : 514-856-0644
F : 514-856-9611
invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations

5N Plus Inc.
4385 Garand Street
Montreal, Quebec
H4R 2B4

It is also available on our website at:

www.5nplus.com



Imprimé au Canada
design : ardoise.com



5N PLUS

5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4
Canada

www.5nplus.com